



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 28 AOUT 1909.

QUÉBEC, SATURDAY, 28th AUGUST, 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

GOVERNMENT NOTICES

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3309

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3310

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dix-septième jour d'août 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Anselme Laframboise, du village de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, cultivateur, John Joseph Traynor, machiniste, et Napoléon Cyr, marchand, de Montréal-Sud.

District de Beauce.—MM. Aurèle Bélanger et Cyrille Labrecque, cultivateurs, de Sainte-Martine, comté de Beauce.

District de Trois-Rivières.—M. Moïse Berman, cultivateur, de la rivière Croche, comté de Champlain. 3589

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventeenth day of August, 1909, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montréal.—Messrs. Anselme Laframboise, of the village of Sainte Genevieve, county of Jacques Cartier, farmer, John Joseph Traynor, machinist, and Napoleon Cyr, merchant, of Montréal-South.

District of Beauce.—Messrs. Aurèle Bélanger and Cyrille Labrecque, farmers, of Sainte Martine, county of Beauce.

District of Three Rivers.—Mr. Moïse Berman, farmer, of the Croche river, county of Champlain. 3590

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-quatre août 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. John Malcolm McIntyre, marchand, George R. Starke, homme d'affaires, et John Alexander Hawthorne, agent d'assurance, de la cité de Montréal.

District de Saint-François.—MM. Trefflé Gendreau et Edouard Roy, cultivateurs, et Joseph

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth of August, 1909, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montréal.—Messrs. John Malcolm McIntyre, merchant, George R. Starke, business man, and John Alexander Hawthorne, insurance agent, of the city of Montréal.

District of Saint Francis.—Messrs. Trefflé Gendreau and Edouard Roy, farmers, and Joseph

Lépine, commerçant, du canton de Saint-George de Windsor, M. Marquis George Crombie, marchand de bois, du village de Kingsbury, M. Edmund William Tobin, marchand de bois et membre du parlement, de Bromptonville, M. John Stewart Riddle, mar hand, du village de Danville.

Distr et de Trois Rivières.—M. Joseph Antonio Jutras, chirurgien dentiste, de la cité de Trois-Rivières.

District d'Ottawa.—M Lionel Ambroise Gendron, agent des terres de la Couronne, de Hull. 3607

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 24 août courant, 1909, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Argenteuil.—Grenville No 3 : MM. Thomas Young et Charles Crawford, en remplacement de MM. James Arthure et Joseph W. Bates, dont le terme d'office est expiré.

Syndic d'écoles.

Bonaventure.—Cox : M. Ambroise Joseph, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré. 3603

Lépine, trader, of the township of Saint George de Windsor, Mr. Marquis George Crombie, lumber merchant, of the village of King-bury, Mr. Edmund William Tobin, lumber merchant and member of parliament, of Bromptonville, Mr. John Stewart Riddle, merchant, of the village of Danville.

District of Three Rivers.—Mr. Joseph Antonio Jutras, surgeon-dentist, of the city of Three Rivers.

District of Ottawa.—Mr. Lionel Ambroise Gendron, Crown lands agent, of Hull. 3608

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of August instant, 1909, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Argenteuil.—Grenville No. 3 : Messrs. Thomas Young and Charles Crawford, to replace Messrs. James Arthure and Joseph W. Bates, whose term of office has expired.

School trustees.

Bonaventure.—Cox : Mr. Ambroise Joseph, to continue in office, his term of office having expired. 3604

Proclamation

Canada, Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le QUINZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très

Proclamation

Canada, Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished

distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2811

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 10 juillet 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les amendements suivants aux règlements du conseil d'hygiène de la province de Québec, soient approuvés conformément aux dispositions de la loi 1 Ed. VII, ch. 19, sec. 11.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

7a. Lorsqu'une maladie contagieuse éclate dans un hôtel, dans une maison d'éducation ou de pension, ou dans un logement occupé par plusieurs familles, ou dans toute autre habitation que le conseil d'hygiène ou l'autorité sanitaire municipale ne croit pas propice à un isolement suffisant et efficace du patient, l'autorité sanitaire municipale peut ordonner de transporter les malades dans une maison destinée à recevoir les personnes atteintes de maladies contagieuses.

II. Les articles suivants sont intercalés après l'article 8 :

8a. Toute personne qui présente quelque symptôme de variole ou une éruption qui semble être de nature variolique sera mise en quarantaine jusqu'à ce qu'il soit établi que la maladie n'est pas de la variole.

8b. Les personnes qui sont de passage, c'est-à-dire les personnes qui n'ont pas de résidence permanente dans la municipalité où elles se trouvent doivent, lorsqu'elles ont été exposées à la variole, être gardées en quarantaine jusqu'à ce que le danger d'avoir cette maladie soit passé pour elles.

8c. Les personnes qui ont été exposées à la variole et qui ont leur résidence permanente dans la municipalité où elles se trouvent seront gardées en quarantaine, ou, si l'officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale le croit à propos, seront seulement gardées sous observation de la manière indiquée dans l'article 8d.

8d. Les personnes exposées à la variole dont il question à l'article précédent seront considérées sous deux classes, (a) et (b) :

(a) Celles qui ont été exposées à la variole qu'une seule fois ou pour peu de temps. Pourvu que ces personnes soient vaccinées, dans, au plus, les quatre jours qui suivent le contact avec le variolé, elles pourront n'être gardées que sous observation jusqu'à ce qu'on ait fait la preuve que la vaccination a réussi. Elles pourront alors être relevées de surveillance.

(b) Celles dont le contact avec un variolé remonte à plus de quatre jours. Ces personnes seront gardées sous observation pendant seize jours, comptés de leur dernier contact avec un variolé et le fait de porter des vêtements infectés sera considéré comme une continuation du contact.

8e. Toute personne qui a été exposée à la variole, qu'elle appartienne à la classe (a) ou à la classe (b),

Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2812

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 10th July, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Ordered, that the following amendments to the by-laws of the board of health of the province of Quebec, be approved in conformity with the provisions of the act 1 Ed. VII, ch. 19, sec. 11.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

7a. Whenever a contagious disease breaks out in a hotel, educational establishment or boarding house, or in a tenement occupied by several families or in any other dwelling which the board of health of the province or the municipal sanitary authority does not think suitable for a sufficient and effective isolation of the patient, the municipal sanitary authority may order the removal of the sick persons to a house set apart for the purpose.

II.

8a. Any person who shows some symptoms of small-pox or an eruption suggestive of small-pox shall be quarantined until it be established that the disease is not small-pox.

8b. Transient persons, that is persons who have no permanent home or residence in the municipality in which they happen to be, and who have been exposed to small-pox, shall be kept under quarantine until the danger of their having small-pox is passed.

8c. Persons who have been exposed to small-pox and who have a permanent home within the municipality shall be kept under quarantine, or, if the executive officer of the municipal sanitary authority deem proper, shall merely be kept under observation as is provided under article 8d.

8d. Persons, referred to in article 8c, who have been exposed to small-pox shall be considered under two classes, (a) and (b) :

(a) Those who have been exposed to small-pox but once or a short time. These, if they are vaccinated at the most within the four days following their exposure to small-pox, may be kept under observation only, until it is ascertained that their vaccination have taken. They may then be discharged from surveillance.

(b) Those whose exposure to small-pox occurred over four days past. These shall be kept under observation sixteen days from their last exposure and the wearing of infected clothing shall be deemed a continuance of exposure.

8e. Any person exposed to small-pox, those under class (a) as well as those under class (b) established

établis par l'article 8d, devra être désinfectée ainsi que ses vêtements, dès le début de sa mise en quarantaine ou de sa mise sous observation.

8f. Pour toute infraction aux articles 8a, 8b, 8c, 8d et 8e, le contrevenant est passible d'une amende de vingt dollars.

III. L'article 11a est amendé : (a) en retranchant les mots "un variolé ou", 8e, 9e et 10e mots du dit article ; et (b) en remplaçant les mots "ces maladies", vers le milieu de l'article, par les mots "cette maladie".

IV. L'article 12 est amendé en remplaçant, près du commencement du dit article, les mots "des articles 8 et 9, et qu'il ne s'agit pas de choléra ou de variolé" par les mots "de l'article 9".

V. L'article 20a est amendé en intercallant, après le mot "atteint", les mots "de teignes".

VI. Le sous-titre et l'article suivants sont intercallés après l'article 32 :

"CADAVRES NON CONTAGIEUX".

32a. Le cadavre d'une personne dont la mort n'a pas été causée par une des maladies visées par les articles 28 et 28a peut être transporté d'une municipalité dans une autre, dans un cercueil en bois, à condition qu'il arrive à destination dans les trente-six heures qui suivent la mort, si c'est depuis le 1er mai jusqu'au 1er novembre, et dans les quarante-huit heures qui suivent la mort, si c'est depuis le 1er novembre jusqu'au 1er mai. S'il ne peut arriver à destination dans l'espace de temps fixé ci-dessus, le cercueil devra être en métal ou doublé en métal et hermétiquement soudé, ou encore le cercueil sera placé dans une boîte doublée en métal et hermétiquement soudée.

L'entrepreneur de pompes funèbres ou, en son absence, la personne en charge du transport, devra donner à la personne chargée de donner le permis de transport requis par l'article 109, de la loi d'hygiène, un affidavit établissant que le cercueil est bien préparé tel que prescrit ci-dessus.

Pour toute infraction aux dispositions de cet article, le contrevenant devient passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars.

Cet article ne s'applique pas aux cadavres qui sont transportés à destination dans un chariot funèbre (corbillard) ou dans une voiture privée.

VII. L'article suivant est ajouté après l'article 39e :

39e bis. Pour toute infraction aux articles 39a, 39b, 39c, 39d et 39e, le contrevenant est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars.

VIII. L'article 70 est amendé en ajoutant à la fin du dit article, l'alinéa suivant : "outre les amendes fixées ci-dessus, le délinquant est passible d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue". 3595

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'août 1909, constituant en corporation MM. Joseph Hector Palardy, médecin, Joseph E. Cloutier, courtier, Georges St. Pierre, notaire, Albert Lamontagne, comptable, et Simon Lapointe, avocat, tous de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants, savoir :

Acquérir par achat, location ou autrement posséder, construire, développer et exploiter dans la ville de Rimouski et dans les comtés de Rimouski, Matane, Témiscouata, Gaspé et Bonaventure, des pouvoirs hydrauliques, travaux, ouvrages, propriétés mobilières et immobilières, entreprises et usines et moulins mus par l'eau ou la vapeur pour la production de l'énergie électrique pour fins d'éclairage, chauffage et force motrice.

Produire, vendre et acheter et distribuer, moyennant rémunération à être établie par la compagnie dans la ville et tout le comté et dans les comtés de Matane, Témiscouata, Gaspé et Bonaventure, tant

in article 8d shall have their clothing and their bodies disinfected from the beginning or their period of quarantine or of observation.

8f. For any infringement of articles 8a, 8b, 8c, 8d and 8e, the offender becomes liable to a fine of twenty dollars.

III. Article 11a is amended : (a) by striking out the words "small-pox or", 9th and 10th words of the said article, and (b) by replacing the words "maladies", at about the middle of the said article by the word "disease".

IV. Article 12 is amended by replacing the words "articles 8 and 9, and that it is not a case of as atic cholera or small pox" near the beginning of the said article, by the words "article 9".

V. Article 20a is amended by inserting the word "tineaes" after the word "with".

VI.

NON CONTAGIOUS CORPSES.

32a. The body of a person who did not die from one of the diseases mentioned in articles 28 and 28a may be conveyed from one municipality into another municipality enclosed in a wooden coffin, provided said body is to reach its destination within thirty-six hours of the death, if between the 1st of May and the 1st of November, or within forty-eight hours of the death if between the 1st of November to the 1st of May. If the body cannot reach its destination within the time above fixed, the coffin must be either of metal or lined with metal and hermetically soldered, or again the coffin shall be enclosed in a box lined with metal and hermetically soldered.

The funeral undertaker or, in his absence, the person having charge of the transportation, shall give to the person who is to issue the transportation permit required by article 109 of the Health Act, an affidavit establishing that the coffin has been duly prepared as required above.

For any infringement of this article the person contravening becomes liable to a fine not exceeding twenty dollars.

This article does not apply to bodies conveyed to destination in a hearse or private carriage.

VII.

39e bis. For any infringement to articles 39a, 39b, 39c, 39d and 39e, the person contravening is liable to a fine not exceeding twenty dollars.

VIII. Article 70 is amended by adding, at the end of said article, the following paragraph : "In additions to the fines provided above, the offender is liable to a fine not exceeding twenty dollars per day for each day, above two, during which the infringement is continued". 3596

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1909, incorporating Messrs. Joseph Hector Palardy, physician, Joseph E. Cloutier, stock broker, Georges St. Pierre, notary, Albert Lamontagne, accountant, and Simon Lapointe, advocate, all of the town of Chicoutimi, for the following purposes, to wit :

To acquire by purchase, location or otherwise to possess, construct, develop and work in the town of Rimouski and in the counties of Rimouski, Matane, Témiscouata, Gaspé and Bonaventure, water powers, constructions, works, moveable and immoveable properties, contracts, factories and mills worked by water or by steam for the production of electric power for purposes of lighting, heating and motive power.

To produce, sell, buy and distribute, in consideration of payment to be established by the company in the town and the whole county and in the counties of Matane, Témiscouata, Gaspé and Bonaven-

aux particuliers qu'aux corporations, l'énergie électrique pour les fins d'éclairage, chauffage et force motrice.

Poser, garder, maintenir, réparer et entretenir, partout où il sera nécessaire en se conformant à toutes les prescriptions de la loi, dans les, sous les, et au-dessus des chemins et places publics, rues, ruelles de la dite ville de Rimouski et desdits comtés de Rimouski, Matane, Témiscouata, Gaspé et Bonaventure, ponts et rivières non navigables, sans toutefois nuire à l'usage du public, des fils, tuyaux et conduits, et les poteaux, jetées ou coulées destinés à recevoir et supporter les fils conduisant l'électricité, pour la distribution de la lumière et de l'électricité sous toutes ses formes.

Acquérir, louer, acheter ou autrement obtenir et posséder l'entreprise, l'actif et le passif, la clientèle, les droits, privilèges, exemptions de taxes et de toutes autres franchises, sauf la charte, et tout le matériel mobilier et immobilier de toute compagnie ou de toute autre personne faisant le même commerce, et ce, dans les limites de la ville et du comté de Rimouski.

Emprunter et hypothéquer tous ou partie des terrains et propriétés immobilières de la compagnie, emprunter de l'argent de personnes ou corporations en émettant des billets, obligations, bons ou débetures.

Payer en actions libérées, argent, bons, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie toutes obligations que cette dernière aura contractées.

Vendre, céder et aliéner ses entreprises ou toutes parties d'icelles, ainsi que tous les droits, privilèges, licences, exemption de taxes, franchises lui appartenant (sa charte exceptée), à toute compagnie constituée ou non en corporation et ayant entièrement ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, pour tel prix et considération et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenable et particulièrement pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons ou obligations ou autres valeurs de telle compagnie.

Détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaire, détenir et acheter des débetures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation; avec pouvoir de nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie aux assemblées de ces compagnies dont elle peut détenir et acquérir les actions, bons et autres valeurs.

Obtenir de toute corporation municipale des franchises, exemptions de taxes et tous autres privilèges que de droit pour fournir l'éclairage, le chauffage et la force motrice, par le moyen de l'électricité.

Et généralement faire toutes choses se rapportant directement ou indirectement aux objets de la compagnie et qui pourront paraître nécessaires ou utiles pour atteindre ses fins, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Rimouski", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000 00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3583

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize août 1909, constituant en corporation MM. Joseph Elisée Roy, comptable, Alfred St Cyr, courtier en assurance, George Gauthier, auditeur, Albert Pierre Frigon, comptable, et Joseph Versailles, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir: faire les affaires d'immeubles, faire les affaires de la compagnie de terre, avec le pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, acquitter, établir, cultiver, louer, garantir, hypothéquer

as well to individuals as to corporations electric power for the purposes of lighting, heating and motive power

To place, keep, maintain, repair and preserve everywhere necessary while conforming to all the provisions of the law, in, under and above the roads and public places, streets, lanes of the said town of Rimouski and of the said counties of Rimouski, Matane, Temiscouata, Gaspé and Bonaventure, bridges and non navigable rivers without however prejudicing the rights of the public, wires, pipes and drains and the posts cast or run, intended to receive and support the wires conducting the electricity for the distribution of light and of electricity in all its forms.

To acquire, lease, purchase and otherwise obtain the business, assets and debts customers, rights, privileges, exemptions from taxes and all other franchises, except the charter and all material moveable or immoveable of every company or of every other person doing the same business, and this, within the limits of the town and of the county of Rimouski.

To borrow and hypothecate all or part of the lands or immoveable properties of the company, to borrow money from individuals or corporations by issuing notes, obligations, bonds or debentures.

To pay by paid up shares, in money, bonds, debentures or other values of this company all obligations that this latter shall have contracted.

To sell, cede and alienate its enterprises or any part of them as well as all its rights, privileges, licenses, exemption from taxes and franchises belonging to it (its charter excepted), to any company incorporated or not and having in whole or in part similar business to that of the present company for such price or consideration and on such terms and conditions as it may think proper and particularly for privileged or ordinary shares, bonds or obligations or other values of such company.

To hold, subscribe and pay for the shares to become a shareholder, to hold and purchase debentures or other values of one or of several incorporated companies, with power to appoint an attorney or representatives to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such companies of which it may hold and acquire the shares, bonds and other values.

To obtain from all municipal corporations franchises, exemptions from taxes and all other legal privileges to furnish light, heat and motive power by means of electricity.

And generally to do every thing relating directly or indirectly to the objects of the company and which may appear to be necessary or useful to attain such objects under the name of "La Compagnie Electrique de Rimouski", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be at Rimouski.

Dated from the office of the provincial secretary, this seventeenth day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3584

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1909, incorporating Messrs. Joseph Elisée Roy, accountant, Alfred St. Cyr, insurance broker, George Gauthier, auditor, Albert Pierre Frigon, accountant, and Joseph Versailles, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes, to wit: to carry on a real estate business, to do the business of a land company with power to purchase, possess, develop, improve, pay for, settle, lease, guaranty, hypothecate, exchange and sell immo-

échanger, vendre des immeubles et terres, cultiver ou non et tout intérêt sur iceux, en faire le commerce et en disposer autrement, et pour cette fin payer et placer le capital sur achat, arpentage, acquittement, amélioration, développement et préparation pour l'occupation et l'établissement des dites terres suivant qu'il sera nécessaire pour les fins de la dite compagnie, dans et sur les dites terres, faire, construire, ériger, bâtir ou maintenir des chemins, ponts et autres communications intérieures, maisons, moulins, factories et manufactures et autres bâtisses et travaux nécessaires ou propres à l'occupation ou amélioration d'aucune des dites terres, et mettre en opération et faire tous travaux ou améliorations sur icelles.

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur aucune partie d'iceux

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux en disposer ou en faire le commerce autrement et développer, améliorer et tracer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement.

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations pour aider ou moyen d'avance ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessibles et à augmenter sa valeur.

Prendre et tenir des hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie des acquéreurs ou avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations.

Ouvrir, chercher, exploiter et travailler en se conformant aux prescriptions de la loi des mines dans ou sur les dites terres et mines pour aucun ou tous minerais, minéraux et substances métalliques et produits qui peuvent se trouver sur icelles, et acquérir, posséder, développer, vendre, louer des carrières et terrains miniers, mines y compris mines de charbon et licences de mines, puits d'huile et autres produits qui peuvent être trouvés dans les carrières et terrains miniers et de faire toutes choses nécessaires pour mettre en opération les dites mines ou travaux y ayant rapport.

Faire comme patrons ainsi comme agents ou facteurs les affaires en général de carrière et d'entreprise, et faire le commerce et entreprendre pour la manufacture et fourniture de pierre de toute sorte, pierre à chaux ou produit de même nature.

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal, et posséder telle propriété, meubles et immeubles qui peuvent être jugés nécessaires et requis pour les fins des affaires de la compagnie et de les payer en argent, actions libérées, obligations ou autres garanties de la compagnie et disposer des dites propriétés.

Ériger, construire, mettre en opération et conduire toutes factories, broyeur de pierres, ateliers pour machines, bâtisses, pour engins et autres constructions nécessaires, et employer la dynamite et autres explosifs nécessaires pour les opérations de la compagnie.

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties d'aucune autre compagnie ou corporation ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer.

Émettre, transporter et donner comme actions payées du capital actions de la compagnie par le présent incorporée, en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, actifs et autre propriété ou droits que la compagnie peut acquérir légalement en vertu d'iceux.

veables and farms, cultivate or not and all interest therein, do business in them and dispose of them otherwise and for this purpose to pay and place the capital on the purchase measuring, discharge, improvement development and preparation for occupation and settlement of the said farms as may be necessary for the purposes of the said company, and in and upon the said lands to make construct, erect, build and maintain roads, bridges and other interior communications, houses, mills, factories and manufactories and other buildings and works necessary or suitable to the occupation and improvement of any of the said lands and put into operation and perform all works and improvements thereon.

To erect dwelling houses and other buildings on the said immoveables or on any part of them.

To sell, lease, transfer, hypothecate, exchange the said immoveables or any part of them, dispose of them or otherwise do business with them and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise.

To make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's immoveables for purposes of construction or other improvements, to assist by means of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, drains and other works of improvement calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value.

To take and hold mortgages, loans and bonds to guaranty the payment of the price of purchase of all property sold by the company or of all money due to the company by purchasers or advances by the company to purchasers for the purposes of building or other improvements.

To open, search for, explore and work, by conforming to the provisions of the mining act, in or upon the said lands or mines for any or all minerals, ores and metallic substances and products which may be found on the same and acquire, possess, develop, sell and lease quarries and mining lands, mines including coal mines and mining licenses, oil wells and other products which may be found in the quarries and mining lands and to do all things necessary to operate the said mines or works in connection with them.

To carry on as principals, also as agents or brokers a general quarrying and contracting business and to do the business and contract for the manufacturing and furnishing of stone of all kinds, lime stone or products of a like nature.

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title and to possess such property, moveable and immovable as may be judged necessary and requisite for the purposes of the business of the company, and to pay for them in money, in fully paid up shares, obligations and other securities of the company, and to dispose of the said property.

To erect, construct, put into operation and manage all factories, stone crushers, steam workshops, buildings for engines and other necessary constructions, and to employ dynamite and other explosives necessary for the operations of the company.

To purchase, acquire possess, transfer and sell shares, stocks, debentures or securities of any other company or corporation having the same objects as this company or doing business fit to be managed for the benefit of this company, and to dispose of the same.

To issue, transfer and give as paid up shares of the capital stock of the company hereby incorporated, in payment of all business, franchises, undertakings properties, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, immoveables, stock assets and other property or rights which the company may legally acquire in virtue of these presents.

Vendre toute partie des immeubles ou autre propriété de la compagnie pour telles considérations et à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter de l'argent, des actions, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie en paiement ou partie de paiement d'eux.

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie.

Agir comme agent général relativement aux immeubles, avances d'argent et autres biens de la compagnie et recevoir toutes commissions ou autres compensations pour ces services comme tel.

Construire, acquérir, entretenir, hypothéquer, louer, exploiter et vendre tous moyens de transport et de communication à l'électricité ou à la vapeur qui seront nécessaires ou utiles pour le développement et l'exploitation de terrains ou autres biens de la compagnie; les dits moyens de transport et de communication étant établis ou à être établis seulement sur les propriétés appartenant à la compagnie.

Exercer l'industrie de marchands et producteurs de plantes, graines, fleurs, légumes, fruits, arbres et produits de pépinières en général; exercer l'industrie et l'état de cultivateurs et acheteurs de toutes sortes de légumes, produits de la ferme, du jardin, de la forêt et autres produits du sol; préparer ces produits pour le marché et les vendre, soit comme matière première ou préparés et soit en gros ou en détail.

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie jugera avantageuse et pouvant augmenter la valeur de la propriété ou des droits de la compagnie et faire toute autre chose se rattachant aux fins ci-dessus ou propres à les atteindre sous le nom de "Crown Realty, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3557

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze août 1909, constituant en corporation M.M. J. Alphérie Vincent, entrepreneur, J. Ulric Dumont, peintre-décorateur, d'Acton Vale, Onésime Maurais, cultivateur et menuisier, de Wickham, D. Donat Dumont, peintre-décorateur, et C. Omer Dumont, peintre-décorateur, d'Acton Vale, dans les buts suivants, savoir :

Faire, acquérir et exploiter des aqueducs et aussi fournir de la force motrice pour toutes les fins industrielles à Acton Vale, comté de Bagot, sous le nom de "Compagnie Aqueduc d'Acton Vale", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Acton Vale.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'août 1909.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

3507.2

To sell any part of the immovables or other property of the company for such consideration and on such terms and conditions as the company shall think proper or to dispose of it otherwise and to accept money, shares, debentures, stock or securities of any other company having the same objects as those of this company in payment or part of payment of the same.

To amalgamate with any other company having the same objects as those of this company.

To act as general agents in connection with immovables, advances of money and other effects belonging to the company and to receive all commissions and other compensation for its services as such.

To build acquire, maintain, mortgage, lease, work and sell all means of transport and of communication by electricity or by steam which may be necessary or useful for the development and working of the lands or other assets of the company; the said means of transport and communication being established or to be established only on the properties belonging to the company.

To carry on the business of merchants and producers of plants, seeds, flowers, vegetables, fruit, trees and the produce of nurseries generally, to carry on the business of farmers and buyers of all sorts of vegetables, products of the farm, the garden and the forest, and other products of the soil, to prepare these products for the market and to sell them, either as raw material or prepared and either wholesale or retail.

To carry on all manufacturing or other industries which the company shall consider advantageous and able to increase the value of the property and the rights of the company and to do all other things connected with the purposes above mentioned or suitable to attain them, under the name of the "Crown Realty Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixteenth day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3558

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1909, incorporating Messrs. Alphérie Vincent, contractor, J. Ulric Dumont, painter-decorator, of Acton Vale, Onésime Maurais, farmer and carpenter, of Wickham, D. Donat Dumont, painter-decorator, and C. Omer Dumont, painter-decorator, of Acton Vale, for the following purpose, to wit :

To construct, acquire and work water works and also to furnish motive power for all manufacturing purposes at Acton Vale, in the county of Bagot, under the name of "Compagnie Aqueduc d'Acton Vale", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in Acton Vale.

Dated from the office of the secretary of the province, this twelfth day of August, 1909.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

3508

ÉTAT des recettes et paiements de la province de Québec pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1909, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

RECETTES.		—	—
Dominion du Canada.....			\$1,813,039 28
Terres et Forêts.....			1,041,226 55
Mines, Pêcheries et Chasse.....			141,062 00
Administration de la justice, fonds de bâtieses et jurés, timbres judiciaires, honoraires, etc.....			363,739 32
Licences—Hôtels, boutiques, etc.....			876,553 79
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....			653,341 75
Droits sur les successions.....			634,445 18
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.....			60,020 10
Entretien d'aliénés.....			140,450 30
Ecoles de réforme et d'industrie.....			28,504 61
Gazette Officielle de Québec.....			17,630 29
Législation.....			24,224 57
Timbres d'enregistrement.....			106,347 37
Intérêt sur le prix du Chemin de Fer Q. M. O. & O.....			34,976 41
Intérêt sur prêts et dépôts.....			44,100 92
Taxes sur les subventions de chemin de fer.....			12,155 38
Revenus inférieurs.....			90,369 57
			\$6,082,187 39
Produit des ventes de propriétés.....			2,074 19
Re Emprunt de l'Asile de Beauport.....			1,000 00
			\$6,085,261 58
Fonds en fidéicommis et dépôts.....			90,978 81
			\$6,176,240 39
Dominion du Canada : Octroi en vertu de la loi 47 Vict., ch. 8.....			2,394,000 00
De dépôt spécial, Banque de Montréal : partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.....			288,500 00
Recettes totales.....			\$8,858,740 39
DEPENSES.		—	—
Dette publique.....			\$1,198,115 44
Législation.....			340,960 78
Gouvernement Civil.....			353,715 59
Administration de la Justice.....			741,789 97
Police.....			41,050 24
Inspection des Bureaux Publics.....			10,706 86
Instruction Publique (y compris "Ecoles du soir").....	720,984 07		
Institutions Littéraires et Scientifiques.....	616 66		
Arts et manufactures.....	16,000 00		
			737,600 73
Hygiène.....			23,499 98
Travaux Publics :			
Ordinaire.....	142,492 94		
Extraordinaire.....	98,000 00		
			240,492 94
Travail.....			16,600 00
Agriculture.....			286,026 77
Terres et Forêts.....			272,532 54
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre).....			71,475 00
Colonisation.....			221,000 60
Immigration.....			7,865 97
Institutions de bienfaisance.....			50,046 25
Asiles d'aliénés.....			438,325 00
Ecoles de réforme et d'industrie.....			65,000 00
Charges sur revenu.....			168 013 05
Services divers.....			247,413 07
Fonds de bâtieses et jurés. Paiements faits par les shérifs avec les collections.....			8,650 04
			\$5,539,880 22
Nouvelle Prison, District de Montréal.....			412,130 98
Terrains d'Exposition, Montréal : Dépenses des ventes de propriété.....			784 00
			\$5,952,795 20
Fonds en fidéicommis et dépôts.....			54,907 53
			\$6,007,702 73
Subsides de chemins de fer et construction du Q. M. O. et O.....			10,750 00
			\$6,018,452 73
Rachat de la dette publique : prêt de 1878.....			2,682,500 00
Dépenses totales.....			\$8,700,952 73

J. MORIN,
Auditeur de la province,
Département du Trésor, Québec, 23 août 1909.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier de la province.

STATEMENT of the receipts and expenditure of the Province of Quebec for the fiscal year ending 30th June, 1909 ; as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

RECEIPTS.		—	—
Dominion of Canada.....			\$1,813,039 28
Lands and Forests.....			1,041,226 55
Mines, Fisheries and Game.....			141,062 00
Administration of Justice, building and jury fund, law stamps, fees, &c.....			363,739 32
Licenses—Hotels, shops, &c.....			876,553 79
Taxes on commercial corporations, &c.....			653,341 75
Duties on successions.....			634,445 18
Tax on Transfers of Shares, Bonds, &c.....			60,020 10
Maintenance of Insane.....			140,450 30
Reformatory and Industrial schools.....			28,504 61
Quebec Official Gazette.....			17,630 29
Legislation.....			24,224 57
Registration stamps.....			106,347 37
Interest on price of Q. M. O. & O. Railway.....			34,976 41
Interest on loans and deposits.....			44,100 92
Railway subsidies tax.....			12,155 38
Minor revenues.....			90,369 57
			\$6,082,187 39
Proceeds of sales of property.....			2,074 19
re Loan Beauport Lunatic Asylum.....			1,000 00
			\$6,085,261 58
Trust funds and deposits.....			90,978 81
			\$6,176,240 39
Dominion of Canada : Grant under act 47 Vic., cap. 8.....			2,394,000 00
From Special Deposit, Bank of Montreal : Part of price of sale of Q. M. O. & O. Railway.....			288,500 00
			\$8,858,740 39
Total receipts.....			
EXPENDITURE.		—	—
Public Debt.....			\$1,198,115 44
Legislation.....			340,960 78
Civil Government.....			353,715 59
Administration of Justice.....			741,789 97
Police.....			41,050 24
Inspection of Public Offices.....			10,706 86
Public Instruction, including " Night Schools ".....	\$720,984 07		
Literary and Scientific Institutions.....	616 66		
Arts and Manufactures.....	16,000 00		
			737,600 73
Health.....			22,499 98
Public Works :			
Ordinary.....	142,492 94		
Extraordinary.....	98,000 00		
			240,492 94
Labour.....			16,600 00
Agriculture.....			286,026 77
Lands and Forests.....			272,532 54
Mines, Fisheries, Game and Registration Service (cadastre).....			71,475 00
Colonization.....			221,000 00
Immigration.....			7,865 97
Charities.....			50,046 25
Lunatic Asylums.....			438,325 00
Reformatory and Industrial Schools.....			65,000 00
Charges on Revenue.....			168,013 05
Miscellaneous services.....			247,413 07
Building and Jury fund. Payments by Sheriffs out of collections.....			8,650 04
			\$5,539,880 22
New Gaol, District of Montreal.....			412,130 98
Exhibition Grounds, Montreal : Expenses of sales of property.....			784 00
			\$5,952,795 20
Trust funds and deposits.....			54,907 53
			\$6,007,702 73
Railway subsidies and Q. M. O. & O. Railway construction.....			10,750 00
			\$6,018,452 73
Redemption of Public Debt : Loan of 1878.....			2,682,500 00
			\$8,700,952 73
Total expenditure.....			

J. MORIN,
Provincial Auditor,
Treasury Department, Quebec, 23rd August, 1909.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.

ETAT de la dette publique et des dépôts temporaires de la province de Québec, au 30 juin 1909, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

DETTE FONDÉE.

Date de l'émission.	Où payable.	Montant.	—
1er juillet 1880.....	Londres ou Paris.....	\$1,338,820 00	
1er juillet 1882.....	Londres.....	1,712,580 00	
	Québec.....	780,500 00	
1er janvier 1888.....	Londres ou Paris.....	3,182,800 00	
1er mars 1894.....	Londres ou Montréal.....	2,530,666 67	
30 décembre 1894.....	Paris.....	5,332,976 00	
1er mai 1896.....	Londres ou Montréal.....	292,000 00	
1er avril 1897.....	Londres ou Montréal.....	1,360,000 00	
1er avril 1897.....	Londres.....	9,236,061 48	
		\$25,766,404 15	
Fonds d'amortissement placé.....		1,070,188 07	
Dette fondée nette (y compris l'augmentation du capital par la conversion).....			\$24,696,216 08
DEPOTS TEMPORAIRES.			
Fonds de retraite des instituteurs.....		214,450 25	
Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.....		38,582 03	
Dépôts en garantie et fidéicommiss.....		277,060 81	
			530,093 09
			\$25,226,309 17

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier de la province.

J. MORIN,
Auditeur de la province.

Département du Trésor,
Québec, 23 août 1909.

STATEMENT of the public debt and temporary deposits of the Province of Quebec, at the 30th June, 1909; as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

FUNDED DEBT.

Date of issue.	Where payable.	Amount.	
1st July, 1880.....	London or Paris.....	\$ 1,338,820 00	
1st July, 1882.....	London.....	1,712,580 00	
	Quebec.....	780,500 00	
1st January, 1888.....	London or Paris.....	3,182,800 00	
1st March, 1894.....	London or Montreal.....	2,530,666 67	
30th December, 1894.....	Paris.....	5,332,976 00	
1st May, 1896.....	London or Montreal.....	292,000 00	
1st April, 1897.....	London or Montreal.....	1,360,000 00	
1st April, 1897.....	London.....	9,236,061 48	
		\$25,766,404 15	
Sinking fund invested.....		1,070,188 07	
Net funded debt (including increase of capital by conversion).....			\$24,696,216 08
TEMPORARY DEPOSITS.			
Teachers pension fund.....		214,450 25	
Protestant council of public instruction.....		38,582 03	
Security and trust deposits.....		277,060 81	
			530,093 09
			\$25,226,309 17

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer

J. MORIN,
Provincial Auditor.

Treasury Department,
Quebec, 23rd August, 1909.

CONCESSION DE PERMIS DE COUPE DE BOIS.

Le ministre des terres et forêts recevra, jusqu'au 12 octobre prochain, des soumissions pour permis de coupe de bois sur les terres publiques ci-après décrites, situées le long de la ligne de chemin de fer National Transcontinental.

Chaque soumission doit mentionner, pour chaque terrain, le droit que l'on entend payer : (1) par mille pieds mesure de planche, en outre de \$3, pour les billots de sciage d'épinette, de sapin, de cèdre, de bouleau et de peuplier, et, en outre de \$5, pour les billots de sciage de pin et d'autre espèce ; (2) par pied cube, en outre de 5 cents, pour le bois équarri ou méplat ; et (3) par dormant de chemin de fer, en outre de 5 cents.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté du montant de \$500, pour chaque bloc de terrain, sur la liste ci-après. Ce dépôt sera retenu, pour être confisqué, si le concessionnaire du permis refuse de le prendre, ou si, l'ayant pris, il refuse d'en remplir les conditions.

Les permis seront sujets aux lois et règlements des bois présents et à venir, compatibles avec les dispositions spéciales ici mentionnées. Ils expirent le premier mai 1914, et ne seront pas renouvelables. Ils sont sujets à une rente foncière annuelle de \$5 par mille carré, payable premièrement lors de l'émission du permis, et ensuite, le premier septembre de chaque année.

La coupe du bois devra se faire économiquement et sous la direction du département des terres et forêts. Il est défendu d'abattre aucun arbre de moins de 10 pouces de diamètre à la souche, mesure prise à trois pieds du sol, et tout bois qui peut être utilisé sera chargé de droits, même s'il n'en est pas disposé.

Tout le bois devra être manufacturé au Canada. Les concessionnaires devront, suivant la loi, prendre les mesures requises pour prévenir et combattre les incendies.

Le ministre ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Le plan des terrains est déposé au département des terres et forêts, à Québec, et aux bureaux des bois de Hull, de Montréal et de Trois-Rivières.

JULES ALLARD,

Ministre des Terres et Forêts.

Département des Terres et Forêts,
Québec, 24 juillet 1909.

Listes des terres publiques le long de la ligne du chemin de fer du Transcontinental.

Comprenant Nos 1 à 9 inclusivement à l'est de la ligne frontière, entre Ontario et Québec.

Nos 1 à 17 inclusivement à l'ouest de Weymontachingue.

Est de la ligne frontière.

No 1, 18 milles.
No 2, 16 "
No 3, 25 "
No 4, 19 "
No 5, 26 "
No 6, 22 "
No 7, 18½ "
No 8, 17½ "
No 9, 21½ "

183½ milles.

A l'ouest de Weymontachingue.

No 1, 11 milles.
No 2, 17 "
No 3, 18½ "
No 4, 19 "
No 5, 14 "
No 6, 13 "
No 7, 17½ "

GRANT OF PERMITS TO CUT TIMBER.

Tenders will be received by Minister of Lands and Forests, up to the 12th of October next, for permission to cut timber on the public lands hereinafter described, situated along the line of National Transcontinental Railway.

Each tender to mention, for each land, the amount which the tenderer is prepared to pay : (1) per thousand feet board measure, in addition to \$3, for spruce, balsam, cedar, white birch and poplar saw logs, and, in addition to \$5, for pine saw logs and other varieties ; (2) per cubic foot, in addition to 5 cents, for square and waney timber ; and (3) per railway tie, in addition to 5 cents.

Each tender to be accompanied by a marked cheque for the amount of \$500 for each block. Such deposit to be retained and forfeited if the grantee declines to accept the permit, or if, having taken same, he fails to comply with the conditions thereof.

Permits to be subject to the timber laws and regulations now existing or to be enacted in future, consistent with the special conditions herein mentioned. They will expire on the 1st of May, 1914, and not be renewable. They are subject to an annual ground rent of \$5 per square mile, payable first on the issuing of the permit, and then, on the 1st of September each year.

The cutting of the timber shall be done in an economical manner and in accordance with the directions of the Department of Lands and Forests. It is forbidden to cut trees of a less diameter than 10 inches on the stump, measured three feet from the ground, and any timber which in the opinion of this Department may be utilized shall pay dues, if left in the bush uncut or unhailed.

All timber to be manufactured in Canada.

The grantees shall, according to law, take the necessary steps to prevent and extinguish fires.

The Minister does not bind himself to accept the highest or any tender.

Plans of the lands may be seen at the Department and at the Crown timber offices, in Hull, Montreal and Three Rivers.

JULES ALLARD,

Minister of Lands and Forests.

Department of Lands and Forests,
Quebec, 24th July, 1909.

List of timber berths along the line of the Transcontinental Railway.

Comprising Nos. 1 to 9 inclusive east of the boundary line between Ontario and Quebec.

Nos. 1 to 17 inclusive west of Weymontachingue.

East of the boundary line.

No. 1, 18 miles.
No. 2, 16 "
No. 3, 25 "
No. 4, 19 "
No. 5, 26 "
No. 6, 22 "
No. 7, 18½ "
No. 8, 17½ "
No. 9, 21½ "

183½ miles.

West of Weymontachingue

No. 1, 11 miles.
No. 2, 17 "
No. 3, 18½ "
No. 4, 19 "
No. 5, 14 "
No. 6, 13 "
No. 7, 17½ "

No 8, 18 milles.
 No 9, 16½ " "
 No 10, 17 " "
 No 11, 18 " "
 No 12, 17½ " "
 No 13, 18 " "
 No 14, 16½ " "
 No 15, 19 " "
 No 16, 19 " "
 No 17, 18 " "

289½ milles.

A l'est de la ligne frontière.

Bloc A, 8½ milles.
 Bloc B, 3½ " "
 Bloc C, 9 " "
 Bloc D, 3½ " "
 Bloc E, 1½ " "
 Bloc F, 9 " "

35 milles.

3235-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
 DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des

No. 8, 18 miles.
 No. 9, 16½ " "
 No. 10, 17 " "
 No. 11, 18 " "
 No. 12, 17½ " "
 No. 13, 18 " "
 No. 14, 16½ " "
 No. 15, 19 " "
 No. 16, 19 " "
 No. 17, 18 " "

289½ miles.

East of boundary line.

Block A, 8½ miles.
 Block B, 3½ " "
 Block C, 9 " "
 Block D, 3½ " "
 Block E, 1½ " "
 Block F, 9 " "

35 miles.

3236

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
 OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private

bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3311

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bill shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid his.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

3312

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee

comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en qu'il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3313 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 4023.

Dame Maria Lebel, de Saint-Eleuthère, a institué le 21 juillet 1908, une action en séparation de biens contre son époux, Apollinaire *alias* Paul Rousseau, du même lieu.

3341-4 E. H. CIMON,
Procureur de la demanderesse.

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3314 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Kamouraska.
No. 4023.

Dame Maria Lebel, of Saint Eleuthère, has instituted on the 21st of July, 1908, an action of separation as to property against his husband, Apollinaire *alias* Paul Rousseau, of the said place.

3342 E. H. CIMON,
Attorney for plaintiff.

Dame Philomène Martin, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Pelletier, marchand, de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le numéro 4258, des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, 7 août 1909. 3585

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1186.

Dame May Hewitt, de Montréal, épouse commune en biens d'Edouard Daigneault, du même lieu, autorisée à ester en jugement, Demanderesse ;

vs

Le dit Edouard Daigneault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

BENJ. BENOIT,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 25 août 1909. 3629

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouski. }
No 3930.

Dame Eugénie Thibault, épouse de Philippe Gagnon, de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, journalier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Philippe Gagnon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 juillet 1909.

GAGNON & SASSEVILLE,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 24 juillet 1909. 3637

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Maxime Marie Tremblay, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens du dit Thomas Bouchard, menuisier, de la cité de Sherbrooke, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Thomas Bouchard, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 11^{ème} jour d'août 1909.

M. O. BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 12 août 1909. 3505-2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No 5047.

Dame Marie Louise Chicoine, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Noé Bonin, du même lieu.

F. LEFEBVRE,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 28 juillet 1909. 3279-4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 271.

Dame Georgiane Roger, épouse d'Alphonse Laroché, de la ville d'Arthabaska, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

WALSH & POISSON,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 2 août 1909. 3369-4

Dame Philomène Martin, wife common as to property of Jean Baptiste Pelletier, merchant, of the parish of Saint Mathias de Cabano, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, under number 4258, of the records of the superior court for the district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 7th August, 1909. 3586

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1186.

Dame May Hewitt, of Montreal, wife common as to property of Edouard Daigneault, trader, of the same same place, authorized à ester en jugement, Plaintiff ;

vs

The said Edouard Daigneault, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted against defendant.

BENJ. BENOIT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 25th August, 1909. 3630

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }
No. 3930.

Dame Eugénie Thibault, wife of Philippe Gagnon, of the parish of Sainte Marie de Sayabec, laborer, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Philippe Gagnon, Defendant.
A suit for separation of property has been taken in this cause, the 21st July, 1909.

GAGNON & SASSEVILLE,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 24th July, 1909. 3638

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Maxime Marie Tremblay, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Thomas Bouchard, carpenter, of the city of Sherbrooke, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Thomas Bouchard, Defendant.
An action for separation from bed and board has been instituted in this cause, on the 11th day of August, 1909.

M. O. BREADY,
Attorney for the plaintiff.
Sherbrooke, 12th August, 1909. 3506

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 5047.

Dame Marie Louise Chicoine, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Noé Bonin, of the same place.

T. LEFEBVRE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 28th July, 1909. 3280

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 271.

Dame Georgiane Roger, wife of Alphonse Laroché, of the town of Arthabaska, farmer, duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

WALSH & POISSON,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 2nd August, 1909. 3370

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1000.
 Dame Virginie Desbiens, épouse de Wilfrid Mongeau, entrepreneur, de la cité de Montréal, dit district,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit Wilfrid Mongeau, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 juillet 1909.

CODERRE & CODERRE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 6 août 1909. 3421.3

Avis est par le présent donné que Dame Marie Pomela Tremblay, épouse commune en biens d'Alfred Renaud, de La Petite Rivière Saint-François, dans le comté de Charlevoix, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, dans la cour supérieure, dans le district de Saguenay.

F. MURPHY,
 Procureur de la demanderesse.
 Malbaie, 26 juillet 1909. 3225.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2594.
 Dame Annie Laurie Downing, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Noël Beaugard, hôtelier, dûment autorisé à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Noël Beaugard, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse.
 GAUTHIER & BEAUREGARD,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 20 juillet 1909. 3255.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2632.
 Dame Emélie St. Onge, de la ville de Dorval, district de Montréal, épouse commune en biens de David Rousse, boucher, du même lieu, autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit David Rousse, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 juillet 1909.
 LAVALLEE & DELFAUSSE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 10 août 1909. 3457.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1509.
 Dame Marie Adeline Flore Amélia Bourassa, épouse commune en biens de François Michel Alexandre Marsan dit Lapierre, commerçant, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. E. MATHIEU,
 Avocat de la dite Dame Bourassa.
 Montréal, 8 juin 1909. 3447.3

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No. 247.
 Dame Adèle Boulé, de la ville de Thetford Mines, épouse commune en biens de Joseph Gédéon Vermette, marchand, de la même place, et dûment autorisée à ester en justice, a, le 17^e jour de juillet 1909, poursuivi en cette cause son dit mari en séparation de biens.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Arthabaska, 28 juillet 1909. 3285-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1000.
 Dame Virginie Desbiens, wife of Wilfrid Mongeau, contractor, of the city of Montreal, said district,
 Plaintiff ;
 vs
 The said Wilfrid Mongeau, Defendant. .
 An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 29th July, 1909.

CODERRE & CODERRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 6th August, 1909. 3422

Notice is hereby given that Dame Marie Pomela Tremblay, wife common as to property of Alfred Renaud, of " La Petite Rivière Saint François ", in the county of Charlevoix, has instituted an action of separation as to property against her said husband, in the superior court, to the district of Saguenay.

F. MURPHY,
 Attorney for plaintiff.
 Murray Bay, 26th July, 1909. 3226

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2594.
 Dame Annie Laurie Downing, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Noël Beaugard, hotelkeeper, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 The said Noël Beaugard, of the same place, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff.
 GAUTHIER & BEAUREGARD,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 20th July, 1909. 3256

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 2632.
 Dame Emélie St. Onge, of the town of Dorval, district of Montreal, wife common as to property of David Rousse, butcher, of the same place, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 The said David Rousse, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 28th of July, 1909.
 LAVALLEE & DELFAUSSE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 10th August, 1909. 3458

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1509.
 Dame Marie Adeline Flore Amélia Bourassa, wife common as to property of François Michel Alexandre Marsan dit Lapierre, trader, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

G. E. MATHIEU,
 Attorney for the said Dame Bourassa.
 Montreal, 8th July, 1909. 3448

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 247.
 Dame Adèle Boulé, of Thetford Mines, district of Arthabaska, wife common as to property of Joseph Gédéon Vermette, merchant, of the same place, has, this 17th day of July, 1909, instituted in this case against her husband an action for separation as to property.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
 Attorneys for plaintiff.
 Arthabaska, 28th July, 1909. 3286

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1000.
 Dame Virginie Debien, de la cité et du district de
 Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid
 Mongeau, entrepreneur général, du même lieu,
 et judiciairement autorisée à ester en justice,
 aux fins des présentes, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Wilfrid Mongeau, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, contre le défendeur.
 CODERRE & CODERRE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 27 juillet 1909. 3305 4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2867.
 Clémentine Nadon, épouse commune en biens de
 Joseph Clément Elzéar Hubert, tailleur, tous
 deux de la cité de Montréal, dans le district de
 Montréal, et la dite Clémentine Nadon, autorisée
 judiciairement à ester en justice pour les fins des
 présentes, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Joseph C. E. Hubert, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée par la demanderesse contre le défendeur.

RAINVILLE, GERVAIS &
 RAINVILLE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 15 juillet 1909. 3387-4

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 325.
 Dame Léa Lemieux, de la ville de Mégantic, dit
 district, a, ce jour, institué une action en sépara-
 tion de biens contre son mari, Appolinaire Royer,
 commerçant, du même lieu.
 JOSEPH ROY,
 Procureur de la demanderesse.
 Sherbrooke, 9 août 1909. 3491.3

Province de Québec, }
 District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
 No 3949.
 Dame Marie Amanda Lebel, épouse de Louis Pa-
 quet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pierre
 du Lac Matapédia, dûment autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Louis Paquet, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 18 d'août 1909.
 JEAN P. MARTIN,
 Avocat de la demanderesse.
 Rimouski, 19 août 1909. 3577.2

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1405.
 Dame Joséphine Plamondon, épouse de Théodore
 Goulet, de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs
 Théodore Goulet, entrepreneur, de Saint-Ambroise
 de la Jeune-Lorette, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 19^e jour d'août 1909.

ALLEYN TASCHEREAU,
 Procureur de la demanderesse
 581-2

Canada, province de Québec, district de Beauce,
 Cour Supérieure. No. 330. Dame Marie Louise
 Grondin, épouse de Alfred Fortin, commerçant, de
 la paroisse de Saint-Victor, en le district de Beauce,

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1000.
 Dame Virginie Debien, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Wilfrid
 Mongeau, contractor, of the same place, and ju-
 dicially authorized to *ester en justice*, for the pre-
 sent purposes, Plaintiff ;
 vs
 The said Wilfrid Mongeau, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted, this day, against the defendant.
 CODERE & CODERE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 27th July, 1909. 3306

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2867.
 Clémentine Nadon, wife common as to property of
 Joseph Clément Elzéar Hubert, tailor, both of
 the city of Montreal, in the district of Montreal,
 and the said Clémentine Nadon, duly authorized
 judicially to *ester en justice* for the purposes of
 these presents, Plaintiff ;
 vs
 The said Joseph C. E. Hubert, Defendant.
 An action in separation of property has been,
 this day, instituted by the plaintiff against the
 defendant.

RAINVILLE, GERVAIS &
 RAINVILLE,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 15th July, 1909. 3388

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 325.
 Dame Léa Lemieux, of the town of Megantic,
 said district, has, this day, instituted an action for
 separation of property against her husband, Appo-
 linaire Royer, trader, of the same place.
 JOSEPH ROY,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 9th August, 1909. 3492

Province of Quebec, }
 District of Rimouski. } *Superior Court.*
 No. 3949.
 Lady Marie Amanda Lebel, Louis Paquet's wife, of
 the parish of Saint Peter, of Lake Matapédia,
 duly authorized to appear in justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Louis Paquet, of the same place,
 Defendant.
 A suit in separation of properties has been insti-
 tuted in this case, the 18th of August, 1909.
 JEAN P. MARTIN,
 Plaintiff's attorney.
 Rimouski, 19th August, 1909. 3578

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 1405.
 Dame Joséphine Plamondon, wife of Théodore
 Goulet, of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette,
 duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;
 vs
 Théodore Goulet, contractor, of Saint Ambroise de
 la Jeune Lorette, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 19th day of August,
 1909.

ALLEYN TASCHEREAU,
 Attorney for plaintiff.
 3582

Canada, province of Quebec, district of Beauce,
 Superior Court. No. 330. Marie Louise Grondin,
 wife of Alfred Fortin, trader, of the parish of Saint
 Victor, in the district of Beauce, duly authorized

duement autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ; vs le dit Alfred Fortin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 9 août 1909.

PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 19 août 1909. 3567.2

for the purposes of these presents, Plaintiff ; vs the said Alfred Fortin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 9th August, 1909.

PACAUD & MORIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 19th August, 1909. 3568

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Edmour Blanchard, hôtelier, Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à mon bureau, 55, Saint-François-Xavier, Montréal, le ou après le quatorze de septembre 1909.

Toute contestation à ce dividende doit m'être produite avant la date sus-mentionnée.

P. L. TURGEON.

Curateur.

Bureaux de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 3599

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Lazaar Payne, commerçant, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15e jour de septembre 1909, le ou après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

NAPOLEON ST-AMOUR,

Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 28 août 1909. 3621

District de Trois-Rivières.

Re Perreault & Frère, marchands, Saint-Pierre les Becquets, Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 13 septembre 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 août 1909. 3613

District de Chicoutimi.

Louis Ouellet, de Albanel, marchand, a, le 23 août 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 25 août 1909. 3611

District de Rimouski.

Philippe Henri Moreault, du Petit Métis village, marchand, a, le 23 août 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 août 1909. 3609

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re Edmour Blanchard, hotelkeeper, Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, 55, Saint-François-Xavier, Montreal, on or after the 14th of September, 1909.

Any contestation to above dividend must be filed with me before the date above mentioned.

P. L. TURGEON

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montreal. 3600

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Lazaar Payne, trader, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 15th of September, 1909, on or after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST-AMOUR,

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 28th August, 1909. 3622

District of Three Rivers.

Re Perreault & Frère, merchants, Saint Pierre les Becquets, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 13th September, 1909, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 25th August, 1909. 3614

District of Chicoutimi.

Louis Ouellet, of Albanel, merchant, has, on the 23rd August, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 25th August, 1909. 3612

District of Rimouski.

Philippe Henri Moreault, of Petit Métis Village, merchant, has, on the 23rd of August, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 25th August, 1909. 3610

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 145.

Dans l'affaire de Catalanos & Michael,

Faillis.

Avis est par le présent donné que les susdits faillis ont fait un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et que je, Richard Ryan, ai été nommé gardien provisoire.

RICHARD RYAN,
 Gardien provisoire.

Bureau de Shannon & Miller,
 Comptables licenciés,
 51, Commercial Union Building,
 232, rue Saint-Jacques, Montréal. 3587

District de Rimouski.

Re Anthime Lebrun, marchand, Saint-Léon le Grand, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 août 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 25 août 1909. 3615

District d'Arthabaska.

Re A. Kouri & Co., marchands, Victoriaville, Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 août 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 25 août 1909. 3617

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 194.

Zoël Messier, Créancier, demandeur ;
 Alphée E. Marquis, Débiteur, défendeur ;
 Joseph M. Bourgeois, Curateur.

Avis public est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que le ving-troisième jour d'août courant (1909), je, dit Joseph M. Bourgeois, notaire, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, par jugement de sa seigneurie W. W. Lynch, un des juges de la cour supérieure de la province de Québec, dans et pour le district de Bedford, ai été nommé curateur aux biens du dit Alphée E. Marquis, entrepreneur et commerçant, de Waterloo, dit district de Bedford, débiteur en cette affaire, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers du dit débiteur sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

JOSEPH M. BOURGEOIS,
 Curateur. 3635

Waterloo, 24 août 1909.

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Louis Weinberg, Débiteur ;

et

Wolff Simon, Requérant ;

et

Louis Paré, Curateur.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 872 du Code de procédure civile, que le treizième jour du mois d'août courant, 1909, je, dit Louis

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 145.

In the matter of Catalanos & Michael,

Insolvents.

Notice is hereby given that the above insolvents have abandoned their estate for the benefit of their creditors, and that I, Richard Ryan, have been appointed provisional guardian.

RICHARD RYAN,
 Provisional guardian.

Offices of Shannon & Miller,
 Chartered accountants.
 51, Commercial Union Building,
 232, Saint James street, Montreal. 3588

District of Rimouski.

Re Anthime Lebrun, merchant, Saint Léon le Grand, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 21st August, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 25th August, 1909 3616

District of Arthabaska.

Re A. Kouri & Co., merchants, Victoriaville, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 20th August, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
 Quebec, 25th August, 1909. 3618

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 194.

Zoël Messier, Creditor, plaintiff ;
 Alphée E. Marquis, Debtor, defendant ;
 Joseph N. Bourgeois, Curator.

Public notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on the twenty third day of August instant, (1909), I, the said Joseph M. Bourgeois, notary, of the town of Waterloo, in the said district of Bedford, was, by judgment of His Lordship W. W. Lynch, one of the judges of the superior court of the province of Quebec, in and for the said district of Bedford, appointed curator to the property of the said Alphée E. Marquis, contractor and trader, of Waterloo, said district of Bedford, debtor in the matter, the whole as by said code provided.

The creditors of the said debtor are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

JOSEPH M. BOURGEOIS,
 Curator. 3636

Waterloo, 24th August, 1909.

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*

Louis Weinberg, Debtor ;

and

Wolff Simon, Petitioner ;

and

Louis Paré, Curator.

Notice is hereby given, in pursuance of article 872 of the code of civil procedure, that on the thirteenth day of the month of August instant, 1909,

Paré, du village de Granby, gentilhomme, par jugement de la cour supérieure pour le district de Bedford, rendu par l'honorable juge McCorkill, ai été nommé curateur aux biens du dit Louis Weinberg, ci-devant du village de Granby, marchand, maintenant absent et débiteur dans cette affaire, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers du dit Louis Weinberg, débiteur et failli, sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

LOUIS PARÉ,
Curateur.

Granby, Qué., 14 août 1909. 3649

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Robert Scott, Scotstown, Qué.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividendes, lequel sera payable dans notre bureau No 14, Place Phillips, Montréal, le ou après le 14^e jour de septembre 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

14, Place Phillips, Montréal.
Montréal, 28 août 1909. 3639

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de F. A. Carpentier, hôtelier, de la ville Saint-Louis, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé suivant la loi en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15 septembre 1909, le ou après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 28 août 1909. 3619

Licitation

AVIS DE LICITATION.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Richelieu, le 26 juin 1909, dans une cause dans laquelle François Gendron *et al.* sont Demandeurs; vs Dame Adèle Drolet, Défenderesse, et Charles Hayden *et al.*, mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain situé en la cité de Sorel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Sorel, sous le numéro sept cent soixante et dix-sept (777)—avec les bâtisses y érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le PREMIER OCTOBRE prochain, (1909), cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice du district de Richelieu, en la cité de Sorel; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les

I, the said Louis Paré, of the village of Granby, gentleman, was by judgment of the superior court for the district of Bedford, rendered by the Honorable justice McCorkill, appointed curator to the property of the said Louis Weinberg, heretofore of the village of Granby, merchant, and now absent and debtor in this matter, the whole as by said code provided.

The creditors of the said Louis Weinberg, debtor and insolvent, are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

LOUIS PARÉ,
Curator.

Granby, Qué., 14th August, 1909. 3650

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Saint Francis. }

In the matter of Robert Scott, Scotstown, Que.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at our office, No. 14, Phillips Place, Montreal, on or after the 14th day of September, 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 28th August, 1909. 3640

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of F. A. Carpentier, hotelkeeper, of the town of Saint Louis, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 15th September, 1909, on and after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 28th August, 1909. 3620

Licitation

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that under a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Richelieu, on the 26th of June, 1909, in a cause in which François Gendron *et al.* are Plaintiffs; vs Dame Adèle Drolet, Defendant, and Charles Hayden *et al.*, mis-en-cause, ordering the licitation of a certain immovable property described as follows, to wit :

A lot of land situate in the city of Sorel, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said town of Sorel, under the number seven hundred and seventy seven (777)—with the buildings thereon erected.

The immovable herein above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on FRIDAY, the FIRST day of OCTOBER next (1909), sitting the court, in the audience room at the court house of the district of Richelieu, in the city of Sorel; subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited of the office of the protonotaire of the said court; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and all opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties

délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. B. BROUSSEAU, C. R.,
Procureur des demandeurs.

Sorel, 11 août 1909. 3501.2
[Première publication, 14 août 1909.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas :

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } I N RE J. GEDEON VER-
No. 233. } I M E T T E, failli, et
ERNEST CARREAU, curateur.

Un certain emplacement faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix (390), du cadastre officiel pour le village de Kingsville, maintenant la ville de Thetford Mines, étant la subdivision trente-neuf (39), du dit lot—avec les bâtisses dessus construites, aux conditions du bail.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, 1909, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif. Shérif.
Arthabaska, 25 août 1909. 3633
[Première publication, 28 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } A NTOINE JACQUES,
No. 332. } A Demandeur ; contre
DAME DELPHINE BOUTIN, épouse séparée de biens de Joseph Côté, et le dit JOS. COTÉ pour autoriser sa dite épouse, Défendeurs.

Les lots numéros treize, quatorze a et quatorze b (13, 14a et 14b), du premier rang du cadastre pour le canton de Stanfold—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain (1909), à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Arthabaska, 25 août 1909. 3631
[Première publication, 28 août 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } L SOLIME ROBERGE,
No. 1098. } L. Demandeur ; vs MAXIME
BEGIN, Défendeur, et Andrew Miller, défendeur en garantie, saisi.

Le numéro deux-neuf (2-9), du cadastre officiel d'Agnès, dans le premier rang du canton de Ditchfield—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès, du comté du Lac Mégantic,

to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. B. ROUSSEAU, K. C.,
Attorney for plaintiffs.

Sorel, 11th August, 1909. 3502
[First published, 14th August, 1909]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } I N RE J. GEDEON VER-
No. 233. } I M E T T E, insolvent, and
ERNEST CARREAU, curator.

A certain emplacement forming part of lot number three hundred and ninety (390), of official cadastre for the village of Kingsville, now the town of Thetford Mines, being the subdivision thirty nine (39), of said lot—with the buildings thereon erected, subject to conditions of lease.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER next, 1909, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 25th August, 1909. 3634
[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } A NTOINE JACQUES,
No. 332. } A Plaintiff ; against MRS.
DELPHINE BOUTIN, wife separated as to property of Joseph Côté, and the said JOS. COTÉ, to authorize his said wife, Defendants.

Lots numbers thirteen, fourteen a and fourteen b (13, 14a and 14b), in the first range of the official cadastre for the township of Stanfold—with the buildings thereon erected.

To be sold in one block, at the parochial church door of Saint-Eusèbe de Stanfold, on the FIRST day of OCTOBER next, 1909, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 25th August, 1909. 3632
[First published, 28th August, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } L SOLIME ROBERGE,
No. 1098. } L. Plaintiff ; vs MAXIME
BEGIN, Defendant, and Andrew Miller, defendant in warranty, seized.

Number two-nine (2-9), of the official cadastre of Agnès, in the first range of the township of Ditchfield—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agnès, of the county of Lake Mégantic, the

le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 23 août 1909. 3591
[Première publication, 28 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : } THE QUEBEC & ST.
No 104. } MAURICE INDUSTRIAL
CO., Demanderesse ; vs GERVAIS LACHANCE,
Défendeur.

1° Les lots numéros sept et huit (7 et 8), du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton d'Adstock, dans le comté de Beauce—circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro quatre (4), du cadastre officiel pour le sixième rang du canton d'Adstock—circonstances et dépendances.

3° Tous les droits et prétentions dans et sur les lots connus sous les numéros un A et un B (1 A et 1 B), du dixième rang du canton de Marlow, comté de Beauce, suivant le cadastre officiel.

Pour être vendus les lots en premier et deuxième lieu décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi, et les lots en troisième lieu décrits, au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, à Beauceville, le PREMIER OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 24 août 1909. 3601
[Première publication, 28 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { A IMÉ LACHANCE, De-
No 907. } mandeur ; contre JEAN
ALIAS JOHNNY NICOL, Défendeur.

1° Une terre connue et désignée au cadastre officiel du comté de Beauce, comme étant le numéro trois A (3 A), dans le rang huit, du canton de Forsyth—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre connue et désignée comme étant la moitié sud du lot numéro trois, dans le rang sept, du dit canton de Forsyth, comté de Beauce—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 2 août 1909. 3345-2
[Première publication, 7 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } SOLIME ROBERGE,
No 1098. } Demandeur ; contre
MAXIME BEGIN, Défendeur, et Andrew Miller,
défendeur en garantie, saisie.

1° Le numéro deux-dix (2-10), du cadastre officiel d'Agnès, dans le premier rang du canton de Ditchfield—circonstances et dépendances.

2° Les lots numéros cinquante-quatre A (54A) et cinquante-cinq A (55A), du cadastre pour le troisième rang de Spaulding—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès, du comté du Lac Mégantic, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 2 août 1909. 3343.2
[Première publication, 7 août 1909.]

TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER.

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 23rd August, 1909. 3592
[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit : } THE QUEBEC & ST. MAU-
No. 104. } RICE INDUSTRIAL CO.,
Plaintiff ; vs GERVAIS LACHANCE, Defendant.

1. The lots numbers seven and eight (7 and 8), of the official cadastre for the fifth range of the township Adstock, in the county of Beauce, circumstances and dependencies.

2 The lot number four (4), of the official cadastre for the sixth range of the township Adstock, circumstances and dependencies.

3. All the rights and pretensions in and on the lots known under the numbers one A and one B (1 A and 1 B), of the tenth range of the township of Marlow, county of Beauce, according to the official cadastre.

To be sold the lots firstly and secondly described, at the church door of the parish of Saint Evariste de Forsyth, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the lots thirdly described, at the registry office of the county of Beauce, at Beauceville, the FIRST of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 24th August, 1909 3602
[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { A IMÉ LACHANCE, Plaintiff ;
No. 907. } against JEAN ALIAS
JOHNNY NICOL, Defendant.

1. A lot of land known and distinguished on the official cadastre of the county of Beauce, as being the number three A (3 A), in the eighth range of the township of Forsyth—with the buildings, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land known and distinguished as being the south half of lot number three, in the seventh range of the said township of Forsyth, in the county of Beauce—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Evariste de Forsyth, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 2nd August, 1909. 3346
[First published, 7th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } SOLIME ROBERGE,
No. 1098. } Plaintiff ; against MAXIME
BEGIN, Defendant, and Andrew Miller, defendant
en garantie, seized.

1. The number two-ten (2-10), of the official cadastre of Agnès, in the first range of the township of Ditchfield—circumstances and dependencies.

2. The numbers fifty four A (54A) and fifty five A (55A), of the cadastre for the third range of Spaulding—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agnès, in the county of Lac Mégantic, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 2nd August, 1909. 3344
[First published, 7th August, 1909.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **J**OSEPH LAFOND, Deman-
No 4571. } deur ; contre LES HERI-
TIERS de feu Joseph Jobin dit Boivert, Dé-
neurs.

Tous les droits, travaux, améliorations, droits de préemption et autres droits quelconques que les défendeurs ont ou peuvent avoir et prétendre dans et sur les immeubles ci-après énumérés :

A. Dans et sur une terre située en la paroisse de Saint-Michel des Saints, connue et désignée sous les numéros dix-sept et dix-huit, du troisième rang nord-est du canton Prévost, contenant le dit lot numéro dix-sept, environ 116 acres en superficie, et le dit lot numéro dix-huit, environ 49 acres en superficie. La dite terre est bornée comme suit, savoir : en front par le lac à la Truite et le chemin public, en profondeur par les terres du quatrième rang nord-est du canton Prévost, d'un côté par le lot No 58 du dixième rang du canton Prévost et le lac à la Truite, et de l'autre côté par le lot No 16, du troisième rang nord-est du canton Prévost, appartenant à Firmin Ratel ou représentants.

B. Dans et sur une terre située en la dite paroisse de Saint-Michel des Saints, de la contenance d'environ cent acres en superficie, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro cinquante-six, du septième rang du canton Prévost, et bornée comme suit, savoir : devant ou vers le sud-ouest par le chemin Brossard, en arrière par la terre ci-après décrite, située dans le huitième rang du canton Prévost, d'un côté, vers le nord-est, par le lot No 57, appartenant à Nazaire Ferland ou représentants, et de l'autre côté par le lot No 55, appartenant à George Gouin ou représentants.

C. Dans et sur une terre située en la dite paroisse de Saint-Michel des Saints, contenant environ cinquante acres en superficie, étant la moitié nord-ouest du lot numéro cinquante-six, du sixième rang du dit canton Prévost, d'après les plan et livre de renvoi officiels de l'arpentage primitif du dit canton, et bornée comme suit : en front ou vers le nord-est par le chemin Brossard, en profondeur par les terres de la Couronne, d'un côté ou vers le nord-est par le lot No 57, appartenant à Olivier Baillargeon ou représentants, et de l'autre côté par l'autre partie du dit lot No 56, appartenant à Louis Ferland ou représentants.

D. Dans et sur une terre située en la paroisse de Saint-Michel des Saints, contenant environ deux cents acres en superficie, plus ou moins, connue et désignée sous les numéros cinquante-cinq et cinquante-six, du huitième rang du canton Prévost, d'après les plan et livre de renvoi officiels de l'arpentage primitif du dit canton, et bornée comme suit : devant par le lot numéro 56, du septième rang du canton Prévost, en profondeur par les terres du neuvième rang du dit canton, d'un côté par le lot No 57, appartenant à la Couronne, et de l'autre côté par le lot No 54, occupé par Joseph Forest ou représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel des Saints, district de Joliette, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,
Joliette, 23 août 1909.

Shérif,
3597

[Première publication, 28 août 1909].

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **J**OSEPH LAFOND, Plaintiff ;
No. 4571. } against THE HEIRS of the
late Joseph Jobin dit Boivert, Defendants.

All the rights, works, improvements, rights of preemption and other rights whatsoever that the defendants have or may pretend and have in and on the immoveables hereinafter described.

A. In and on a land situate in the parish of Saint Michel des Saints, known and designated under the numbers seventeen and eighteen, of the third north east range of the township Prévost, the said lot number seventeen, containing about 116 acres in superficies, and the said lot number eighteen, about 49 acres in superficies. The said land is bounded as follows, to wit : in front by Trout Lake and the public road, in depth, by the lands of the fourth north east range of the township Prévost, and on one side by lot No. 58, of the tenth range of the township Prévost and Trout Lake, and on the other side by lot No 16, of the third north east range of the township Prévost, belonging to Firmin Ratel, or representatives.

B. In and on a land situate in the said parish of Saint Michel des Saints, containing about one hundred acres in superficies, more or less, known and designated under the number fifty six, of the seventh range of the township Prévost, and bounded as follows, to wit : in front or towards the south west by the Brossard road, in the rear, by the land hereinafter described, situate in the eighth range of the township Prévost, on one side towards the north east by the lot No. 57, belonging to Nazaire Ferland or representatives, and on the other side by the lot No. 55, belonging to George Gouin or representatives.

C. In and on a land situate in the said parish of Saint Michel des Saints, containing about fifty acres in superficies, being the north west half of lot number fifty six, of the sixth range of the said township Prévost, according to the official plan and book of reference of the primitive survey of the said township, and bounded as follows : in front or towards the north east by the Brossard road, in depth by the lands of the Crown, on one side or towards the north east by the lot No. 57, belonging to Olivier Baillargeon or representatives, and on the other side by the other portion of the said lot No. 56, belonging to Louis Ferland or representatives.

D. In and on a land situate in the parish of Saint Michel des Saints, containing about two hundred acres in superficies, more or less, known and designated under numbers fifty five and fifty six, of the eighth range of the township Prévost, according to the official plan and book of reference of the primitive survey of the said township, and bounded as follows : in front by the lot No. 56, of the seventh range of the township Prévost, in depth by the lands of the ninth range of the said township, on one side by the lot No. 57, belonging to the Crown, and on the other side by the lot No. 54, occupied by Joseph Forest or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint Michel des Saints, district of Joliette, the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's office,
Joliette, 23rd August, 1909.

Sheriff,
3598

[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **J. M. TELLIER ET AL.**
 No 4566 } Demandeurs; vs **HORMISDAS GOSSELIN**, de la paroisse de l'Épiphanie, Défendeur.

1° Un immeuble situé en la paroisse de l'Épiphanie, district de Joliette, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Épiphanie, comme partie du numéro quatre (4), contenant environ un arpent en superficie; borné en front au chemin du Roi, d'un côté par la rivière Achigan, et en arrière, et de l'autre côté par le reste du numéro quatre (4)—avec un moulin à scie, moulin à farine et moulin à carder et les accessoires servant à l'exploitation des dits moulins, une maison et autres bâtisses dessus construites, appartenant au dit défendeur.

2° Un autre immeuble situé en la paroisse de l'Épiphanie, district de Joliette, connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt (420), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Épiphanie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Épiphanie, district de Joliette, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,

Joliette, 26 août 1909.

[Première publication, 28 août 1909.]

Shérif,

3653

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **J. M. TELLIER ET AL.**, Plain-
 No. 4566. } tiffs; vs **HORMISDAS GOSSELIN**, of the parish of l'Épiphanie, Defendant.

1. An immoveable situate in the parish of l'Épiphanie, district of Joliette, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of l'Épiphanie, as part of number four (4), containing about one arpent in superficies; bounded in front by the King's highway, on one side by the river Achigan, and in the rear and on the other side by the residue of the number four (4)—with a saw-mill, flour mill, carding mill and accessories for the working of the said mills, a house and other buildings thereon erected, belonging to the said defendant.

2. Another immoveable situate in the parish of l'Épiphanie, district of Joliette, known and designated under the number four hundred and twenty (420), on the official plan and book of reference of the parish of l'Épiphanie.

To be sold at the church door of the parish of l'Épiphanie, district of Joliette, the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,

Joliette, 26th August, 1909.

[First published, 28th August 1909.]

Sheriff,

8554

Ventes par le Shérif—Montréal

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME CARRIE FRASER**,
 No 1769. } épouse séparée de biens
 de **George P. Morgan**, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états d'Amérique, courtier, et le dit **George P. Morgan**, afin d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes. Demanderesse; contre les terres et tenements de **JAMES D. STEEL**, de la cité de Montréal, marchand de meubles, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universel et usufruitier de sa feuë épouse **Bella Thompson**, et aussi en sa qualité de seul exécuteur testamentaire de la dite feuë **Bella Thompson**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universel et en usufruit de feuë son épouse **Dame Bella Thompson** et ès-qualité de seul exécuteur testamentaire en vertu du dernier testament de la dite feuë **Dame Bella Thompson**, l'immeuble suivant, savoir:

Ce lot de terre situé dans la ville de Saint-Paul, district de Montréal, formant partie du lot numéro trois mille quatre cent sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu comme subdivision numéro soixante et cinq, sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel (3407-65), et contenant soixante et cinq pieds six pouces de largeur sur cent vingt-quatre pieds six pouces de profondeur, mesure française, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné en front par l'avenue **Archibald**, et d'un côté par l'avenue **Maisonneuve**—circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME CARRIE FRASER**,
 No. 1769. } wife separate as to property of **George P. Morgan**, of the city of New-York, in the state of New-York, one of the united states of America, broker, and the said **George P. Morgan**, to authorize his said wife for the purposes of these presents, Plaintiff; against the lands and tenements of **JAMES D. STEEL**, of the city of Montreal, furniture dealer, personally as well as in his quality of universal legatee and usufruct of his late wife **Bella Thompson**, and also in his quality of sole testamentary executor under the last will and testament of the late **Bella Thompson**, Defendant.

As belonging to the said defendant personally as well as in his quality of residuary legatee and in usufruct of his late wife **Bella Thompson**, and ès-qualité of sole testamentary executor under the last will and testament of the said late **Dame Bella Thompson**, the following immoveable, to wit:

That certain lot of land situate in the town of Saint Paul, district of Montreal, forming part of lot number three thousand four hundred and seven, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and more particularly known as subdivision number sixty five, on the subdivision plan duly made and filed of said official lot (3407-65), and containing sixty five feet six inches in width by one hundred and twenty four feet six inches in depth, french measure, more or less, without guarantee as to precise measurement; bounded in front by **Archibald** avenue, and on one side by **Maisonneuve** avenue—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

de Montréal, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 25 août 1909. 3641
[Première publication, 28 août, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir : } EMILE CHAMPAGNE, marchand de nouveautés, des cité et district de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de GEDEAS CLERMONT, ci-devant de la cité de Montréal, actuellement de la ville de Saint-Louis, dit district, Défendeur.

Deux lots de terre ou emplacements, ayant front sur la rue Saint-Louis, maintenant avenue Laurier, en la ville de Saint-Louis, connus et désignés sous les numéros de subdivision seize cent soixante et dix-neuf et seize cent quatre-vingt, du lot officiel numéro onze (11-1679-1680), des plan et livre de renvoi officiels du village de la côte Saint-Louis—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 4 août 1909. 3383-2
[Première publication, 7 août 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus au temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } A DELAIDE CHAMBERLAND, No 447. } LAND ; contre ROSALIE CHAMBERLAND ET AL.

Saisi comme appartenant à Joseph Gosselin, l'un des dits défendeurs, à savoir :

Le lot No 693 (six cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, étant un emplacement situé concession Grand Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 26 août 1909. 3645
[Première publication, 28 août 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } P. T. LEGARÉ ET AL ; vs No 2308. } P. ALEXIS GINGRAS, à savoir :

Le lot No 272 (deux cent soixante-douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé dans le deuxième rang de la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Québec, 26 août 1909. 3643
[Première publication, 28 août 1909.]

on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 25th August, 1909. 3642
[First published, 28th August, 1909]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } EMILE CHAMPAGNE, No. 1214. } merchant of fancy goods, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of GEDEAS CLERMONT, heretofore of the city of Montreal, now of the town of Saint Louis, in the said district, Defendant.

Two lots of land or emplacements, fronting on Saint Louis street, now Laurier avenue, in the town of Saint Louis, known and distinguished under the numbers of subdivision sixteen hundred and seventy nine and sixteen hundred and eighty, of the official lot number eleven (11-1679-1680), of the official plan and book of reference of the village of the côte Saint-Louis—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 4th August, 1909. 3384
[First published, 7th August, 1909.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } A DELAIDE CHAMBERLAND, No. 447. } LAND ; against ROSALIE CHAMBERLAND ET AL.

Seized as belonging to Joseph Gosselin, one of the said defendants, to wit :

Lot No. 693 (six hundred and ninety-three), of the official cadaastre for the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, being a lot situate in the Grand Saint-Antoine concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, the FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 25th August, 1909. 3646
[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } P. T. LEGARÉ ET AL ; vs No. 2308. } P. ALEXIS GINGRAS, to wit :

Lot No. 272 (two hundred and seventy two), of the official cadaastre for the parish of Saint-Antoine de Tilly, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the second range of the said parish—with buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Antoine de Tilly, the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 26th August, 1909. 3644
[First published, 28th August, 1909.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Richelieu.
Sorel, à savoir : } **JOLIAS MAGNAN**, Deman-
No 5050. } deur ; vs **FRANÇOIS DAU-**
NAIS, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Sainte-Victoire, sur le rang Rhimbault, étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-douze (pt. No 192), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Victoire, de trois arpents de front sur douze arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant d'un bout à William Nelson ou représentants, de l'autre bout aux terres de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, d'un côté à Janvier Lemoine ou représentants, et d'autre côté à Paul Bardier ou représentants—avec les bâties de dessus érigées, et avec le droit de passage inhérent au dit morceau de terre pour communiquer dans le chemin qui mène à la route de Sainte-Victoire.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Victoire, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 24 août 1909. 3647
[Première publication, 28 août 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **PHILIPPE GRON-**
No 163. } **DIN**, Demandeur ;
contre **LOUIS BRIERE**, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans le canton de Stoke, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stoke, comme lot numéro vingt-huit D (28 D), dans le septième rang, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins.

2° Une lisière de terre située dans le dit canton de Stoke, contenant dix acres en superficie, plus ou moins, et formant partie des lots numéros vingt-sept E (27 E) et vingt-sept F (27 F), dans le dit septième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stoke, la dite lisière de terre joignant d'un côté le lot numéro vingt-huit D (28 D), en premier lieu décrit, et bornée de l'autre côté vers le nord-ouest et à un bout par le ruisseau Ryther, et à l'autre bout par la terre de Léon Brière—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites sur les dits deux morceaux de terre.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Bureau du shérif, Député shérif.
Sherbrooke, 4 août 1909. 3365 2
[Première publication, 7 août 1909.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Richelieu.
Sorel, to wit : } **JOLIAS MAGNAN**, Plaintiff
No. 5050. } vs **FRANÇOIS DAUNAS**,
Defendant.

A piece of land situate in the parish of Sainte Victoire, on the Rhimbault range, being part of lot number one hundred and ninety two (pt. No. 192), of the official cadastre of the said parish of Sainte Victoire, of three arpents frontage by twelve arpents in depth, the whole more or less ; bounded on one end by William Nelson or representatives, on the other end by the lands of the parish of Saint Pierre de Sorel, on one side by Janvier Lemoine or representatives, and on the other side by Paul Bardier or representatives—with the buildings thereon erected, and with the right of way inherent to the said piece of land to communicate with the road which leads to the way of Sainte Victoire.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Victoire, on the TWENTY NINTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's office, Shérif.
Sorel, 24th August, 1909. 3648
[First published, 28th August, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **PHILIPPE GRONDIN**,
No. 163. } Plaintiff ; against
LOUIS BRIERE, Defendant.

1. A piece of land situate in the township of Stoke, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stoke, as the lot number twenty eight D (28 D), in the seventh range, containing one hundred acres of land in superficies, more or less.

2. A strip of land situate in the said township of Stoke, containing ten acres in superficies more or less, and forming part of lots numbers twenty seven E (27 E) and twenty seven F (27 F), in the said seventh range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stoke, said strip of land adjoining on one side the lot number twenty eight D (28 D), firstly above described and bounded on the other side towards the north west and on one end by the Ryther brook, and on the other end by land belonging to Léon Brière—with the buildings and improvements erected and made on the said two parcels of land.

To be sold *en bloc*, at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Sheriff's office, Deputy Shérif.
Sherbrooke, 4th August, 1909. 3366
[First published, 7th August, 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Rouville.—District de Saint-Hyacinthe

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **LOUIS PHILIPPE**
No 5463. } **FOURNIER**, Dem-
mandeur ; contre **ALBANI RAINVILLE**, culti-
vateur, de la paroisse de Saint-Michel de Rouge-
mont, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, du côté nord du rang double, de deux arpents sur trente, le tout plus ou moins, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, sous le lot numéro cinq cent soixante-douze (572)—avec les bâtisses y érigées ; à distraire de ce lot un arpent de terre en superficie, à prendre au coin ouest du dit terrain le long de la ligne du terrain de la fabrique et allant à l'est jusqu'au fossé du milieu et sur la hauteur qu'il faudra pour former un arpent de terre en superficie ; à la charge de payer à Joseph Arcand, une rente annuelle et viagère de \$62.50, payable semi-annuellement, les 1er avril et octobre, et à compter du décès de Henri Arcand, cette rente sera de \$100.00 par année au lieu de \$62.50 ; en outre, de faire chanter un service de seconde classe à Joseph Arcand, lors de son décès, et de lui faire faire des funérailles convenables, enfin aux charges et conditions mentionnées dans un acte passé devant M^{re} H. Ste. Marie, N. P., le 20 février 1907, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Rouville, B. No 31649.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, **MARDI**, le **SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 30 juillet 1909. 3319.2
[Première publication, 7 août 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Trois-Rivières, à savoir : } **EMILE CARET**, De-
No 82. } **mandeur** ; contre
PIERRE THIFEAULT, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Timothée, dans la concession des terres de la Mekinac, faisant partie du lot de terre numéro six cent soixante et dix huit (678), du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Tite, comprenant aussi la paroisse de Sainte-Thimothée, de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, le plus ou le moins sera au profit ou à la perte de l'acquéreur, quelque grande que soit la différence ; bornée en front à Auguste Magnan, et en profondeur à Ludger Curé et autres, d'un côté à Onésime Cossette, et de l'autre côté au cordon du rang Saint-Pierre—avec bâtisses.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Rouville.—District of Saint Hyacinth

Saint Hyacinth, to wit : } **LOUIS PHILIPPE**
No. 5463. } **FOURNIER**,
Plaintiff ; against **ALBANI RAINVILLE**, farmer,
of the parish of Saint Michel de Rougemont, De-
fendant.

A farm situate in the parish of Saint Michel de Rougemont, on the north side of the range double, containing two arpents in width by thirty in depth, the whole more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire, as being the lot number five hundred and seventy two (572)—with buildings thereon erected ; to be withdrawn from that lot a piece of land containing one arpent in superficies to be taken at the west corner of said lot along the line of the fabric property and going to the east as to the ditch in the middle and by the depth necessary to form an arpent of land in superficies ; to be subject to the charge of the purchaser paying in favor of Joseph Arcand, during his lifetime, an annual rent of \$62.50, payable semi annually, the 1st of the months of April and October, and from decease of Henri Arcand, this annually rent shall be \$100.00 instead of \$62.50 ; moreover, at the decease of said Joseph Arcand, to pay for a second class service and proper funeral, at last subject to all the charges and conditions mentioned in a deed passed before H. Ste. Marie, N. P., on the 20th of February, 1907, and duly registered at the county of Rouville, under No. 31649, reg. B.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Rougemont, county of Rouville, **TUESDAY**, the **SEVENTH** day of **SEPTEMBER** next (1909), at **ONE** o'clock in the afternoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 31st July, 1909. 3320
[First published, 7th August, 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Three Rivers, to wit : } **EMILE CARET**, Plain-
No. 82. } **tiff** ; against **PIERRE**
THIFEAULT, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Timothée, in the Mekinac concession of lands, forming part of the lot of land number six hundred and seventy eight (678), of the official registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite, comprising also the parish of Saint Timothée, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, the whole more or less, the more or less to be at the profit or loss of the purchaser, however great the difference ; bounded in front by Auguste Magnan, and in depth by Ludger Curé and others, on one side by Onésime Cossette, and on the other side by the line of the Saint Pierre range—with buildings.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Timothée, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 août 1909. 3627
[Première publication, 28 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE JOSEPH H.
No 597. } HEROUX, Demandeur ; vs HORMISDAS RACINE, Défendeur

Une terre située dans le sixième rang du township de Shawinigan, dans la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, contenant deux arpents et demi de largeur sur la profondeur du dit rang, étant les lots numéros deux cent quarante-six (246) et deux cent quarante-sept (247), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 août 1909. 3625
[Première publication, 28 août 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } EDMOND BOU-
No 1032. } RASSA ET AR-
THUR PANNETON, Demandeurs ; vs MACDONALD MACRA, Défendeur.

La juste moitié nord d'un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Jacques des Piles, dans le troisième rang Radnor, étant le lot numéro treize, de la concession, et portant actuellement le numéro trente (30), sur les plan et livre de renvoi officiels pour une partie du canton Radnor—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 août 1909. 3623
[Première publication, 28 août 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } EVARISTE RI-
No 33. } CHARD, Demandeur ; contre LEOPOLD CLOUTIER, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Joseph de Mékinac, dans le troisième rang, connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (24), du cadastre officiel du canton de Mékinac, dans le comté de Champlain—avec bâtisse.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 4 août 1909. 3379-2
[Première publication, 7 août 1909.]

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtroisième jour d'août 1909, constituant en corporation MM. Louis Narcisse Leclerc, médecin, Fran-

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothée, the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 25th August, 1909. 3628
[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } PIERRE JOSEPH
No. 597. } HEROUX, Plaintiff ; vs HORMISDAS RACINE, Defendant.

A land situate in the sixth range of the township of Shawinigan, in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, containing two and one half arpents in width by the depth of the said range, being the lots numbers two hundred and forty six (246) and two hundred and forty seven (247), of the official cadastre of the said parish of Saint Boniface de Shawinigan—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 25th August, 1909. 3626
[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } EDMOND BOURASSA
No. 1032. } AND ARTHUR PAN-
NETON, Plaintiffs ; vs MACDONALD MACRA, Defendant.

The exact north half of a lot of land situate in the parish of Saint-Jacques des Piles, in the third Radnor range, being the lot number thirteen, of the concession, and now bearing the number thirty (30), on the official plan and book of reference for a part of the township Radnor—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jacques des Piles, the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 25th August, 1909. 3624
[First published, 28th August, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } EVARISTE RICHARD,
No. 33. } Plaintiff ; against LEOPOLD CLOUTIER, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Joseph de Mekinac, in the third range known and distinguished under the number twenty four (24), of the official cadastre of the township of Mekinac, in the county of Champlain—with buildings.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 4th August, 1909. 3380
[First published, 7th August, 1909.]

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of August, 1909, incorporating Messrs. Louis Narcisse Leclerc, physician, François Xavier Savard,

cois **Xavier Savard, boucher, Pierre Baptiste Savard, Arthur Barbeau, Ludger Bastien, Maurice Bastien, manufacturiers, Jules Verret, marchand, de Sainte Ambroise de la Jeune Lorette, et Victor Lemieux, marchand, de Québec, dans les buts suivants savoir :**

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter dans les limites des municipalités du village de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, un ou plusieurs aqueducs dans un but général d'approvisionnement d'eau, ainsi que pour y établir un ou plusieurs systèmes de protection contre le feu.

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie.

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation des contrats relatifs au service d'aqueduc ou de protection contre le feu.

Vendre des compteurs, appareils de tous genres pour l'eau, pour l'usage des maisons publiques ou privées ou des établissements, compagnies ou corporations quelconques.

Louer ou donner à bail des compteurs ou appareils quelconques pour l'eau de quelque espèce et nature qu'ils soient aux taux et conditions dont il sera convenu entre les consommateurs ou locataires et la compagnie.

Acheter, acquérir et exploiter la totalité ou une partie de biens, affaires, privilèges, propriétés, contrats, droits, obligations et engagement de toutes personnes ou compagnies engagées dans une industrie de même nature, ou en possession de propriété qui conviennent à l'industrie de la présente compagnie qui est par la présente autorisée à acheter, louer ou autrement acquérir et les payer en actions, obligations, débiteures ou valeurs de la compagnie.

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée, sous le nom de "La Compagnie de l'Aqueduc Bastien" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Saint-Ambroise de la Jeune Lorette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3605

butcher, Pierre Baptiste Savard, Arthur Barbeau, Ludger Bastien, Maurice Bastien, manufacturers, Jules Verret, merchant, of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, and Victor Lemieux, merchant, of Quebec, for the following purposes, namely :

To acquire, own, alienate and exploit within the limits of the municipalities of the village and of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, one or more aqueducts with the general object supplying water as well as to establish therein one or more systems of protection against fire.

To acquire, own, alienate and exploit moveable and immoveable property for the purposes of the company.

To make contracts with any individual, company, partnership or corporation relative to the aqueduct service or the system of protection against fire.

To sell meters, all kinds of apparatus for water, for the use of public or private houses or establishments, companies or corporations of any kind.

To lease or rent meters and apparatus of any kind for water, of any sort or nature whatever, at the rates and conditions to be agreed on between the consumers or tenants and the company.

To purchase, acquire and exploit the whole or a part of the property, business, privileges, properties, contracts, rights, obligations and engagements of all persons or companies engaged in a business of like nature, or in possession of property suitable to the work of the present company which is hereby authorized to purchase, lease or otherwise acquire and pay for same with shares, bonds, debentures or securities of the company.

To do everything and exercise all the rights and carry on all operations suitable to attain the purposes for which the company is formed, under the name of "La Compagnie de l'Aqueduc Bastien", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Saint-Ambroise de la Jeune Lorette.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty third day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

3606

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 août 1909, constituant en corporation MM. Michael Grossman et Ezekiel Binman, marchands, Dame Ethel Grossman, fille majeure, Louis S. Margolese et Samuel Gerard Tritt, avocats, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de manufacturiers d'habillements, importateurs et marchands en gros et en détail de fournitures de tissus de toute sorte, drapiers, fournisseurs et autres articles et marchandises pour usage et emploi personnels.

Faire aucuns arrangements pour le partage des profits, union d'intérêt, co-opération, concession réciproque ou autrement avec toute autre personne ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point ou engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire.

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie.

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables nécessaires pour la mise en opération des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "The Monarch Clothing Manufacturing Company", avec un capital total de vingt

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 17th August, 1909, incorporating Messrs. Michael Grossman and Ezekiel Binman, merchants, Dame Ethel Grossman, spinster, Louis S. Margolese and Samuel Gerald Tritt, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of clothing manufacturers, importers and wholesale and retail dealers of and in textile furnishings of all kinds, clothiers, outfitters and other articles and commodities of personal use and consumption.

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, reciprocal concession or otherwise, with any other person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on.

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of this company.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes bills of exchange and other negotiable or transferable instruments necessary for the carrying on of the business which this company is authorized to transact, under the name of "The Monarch Clothing Manufacturing Company", with a total capital stock of twenty

mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3559-2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.—Arthabaska.

No 234.

In re Dame Marie Eliza Fortier, veuve de Antoine Paradis, de Plessisville, Insolvable.

En vertu d'une ordonnance rendue en cette cause, le vingt-trois août courant, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre icelles sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

WM. REGIS MICHAUD,
Cara eur. 3657

Plessisville, 24 août 1909.

District de Québec.

T. Davidson & Co., de Québec, marchands, ont, le 23 août 1909, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu. 3651
Québec, 26 août 1909.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 90.

George W. Paige, Demandeur ;

Harold H. Edwards, Défendeur.

J'ai été nommé, ce jour, curateur aux biens abandonnés du défendeur.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations, attestées sous serment, devant moi sous trente jours.

J. B. GENDREAU,
Curateur, Coaticook, Qué. 3655.
Daté, 25 août 1909.

Proclamation

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
L.S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que par
Procureur-Général. } le paragraphe onze
de la section trente-quatre du chapitre premier des

thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred(200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation in the province of Quebec, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this seventeenth day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3560

Bankrupt Notices

Superior Court.—Arthabaska.

No 234.

In re Dame Marie Eliza Fortier, widow of Antoine Paradis, of Plessisville, Insolvent.

In virtue of an order issued in this cause, the twenty third of August instant, I was appointed curator to the property of this estate.

All persons having claims against same are requested to file them with me, within thirty days from this date.

WM. REGIS MICHAUD,
Curator. 3658

Plessisville, 24th August, 1909.

District of Québec.

T. Davidson & Co., of Quebec, merchants, have, on the 23rd of August, 1909, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building. 3652
Quebec, 26th August, 1909.

Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No 90.

George W. Paige, Plaintiff ;

Harold H. Edwards, vs Defendant.

I have, this day, been appointed curator to the abandoned estate of defendant.

Creditors are required to file their sworn claims with me within a delay of thirty days.

J. B. GENDREAU,
Curator, Coaticook, Que. 3656
Dated, 25th August, 1909.

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS by para-
Attorney General. } graph eleventh sec-
tion thirty fourth of the first chapter of the revised

Statuts révisés du Canada, 1906, il est décrété que le premier lundi de septembre sera à l'avenir un jour non juridique, connu sous le nom de FÊTE DU TRAVAIL.

ET ATTENDU qu'il est à propos que le dit premier lundi de septembre soit déclaré jour non juridique dans notre province de Québec.

A CES CAUSES, par et de l'avis du conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que LUNDI, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), est et sera considéré jour non juridique comme fête du travail dans Notre dite Province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3659

Statutes of Canada, 1906, it is enacted that the first Monday of September shall in future be a non juridical day, known under the name of LABOR DAY.

AND WHEREAS it is proper that the said first Monday of September be declared a non juridical day in Our said province of Quebec.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive council of Our province of Quebec, We have enacted and ordered, and do hereby enact and order, that MONDAY, the SIXTH day of SEPTEMBER next (1909), is and shall be a non-juridical day as labor day, in Our said province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed; WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3660

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les propriétés décrites à l'état qui suit seront vendues aux enchères publiques en la salle de l'hôtel-de-ville, en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa. MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales mentionnées au dit état, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions et frais ne soient plus tôt payés :

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the property described in the subjoined statement will be sold by public auction in the assembly room of the city hall, in the city of Hull, in the district of Ottawa, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER next (1909), at the hour of TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and assessments mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid :

No du rôle. No. of the roll.	Propriétaire de bien-fonds. Proprietor of real state.	Propriétaire des améliorations. Proprietor of the improvements.	Número du cadastre. Number of cadastre.	Quartier. Ward.	Description de la propriété. Description of the property.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Taxes d'eau. Water rates.	Arrosage. Sprinkling.	Frais de perception. Costs of collection.	Taxes d'école. School taxes.	Frais de perception. Costs of collection.	Total.
330	F. A. Heney.....		Pt. B 254—1½ ac.	1	Vacant.....	\$19 89	\$7 50		0 25			\$27 64
597	F. X. Larose.....		194	2	Maison en bois—Wood house.....	77 84			0 25			78 09
2009	Succession—Estate Scott.....	Alex. Méthot.....	Pt. B 297	3a	" ".....	11 81			1 75			13 56
2051	Dolphis Charron.....		S. E. 183	3a	" ".....	54 92			0 80			55 72
2099	Wright, Brigham & Cunningham.....	David Pelletier.....	Pt. O.—W. 154	3a	" ".....	8 88			0 55			9 43
2446	Succession—Estate Scott.....	J. M. Lavigne.....	224	3a	" ".....	15 13						15 13
2477	" ".....	Dolphis Charron.....	N. 183	3a	" ".....	8 22						8 22
2542	G. J. Marston.....	Félix Ancil.....	S. 7	3a	" ".....	4 96	24 15		0 25			29 36
4509	A. W. Marston.....	Josias Desjardins.....	S. 171	5	" ".....	17 46			0 25			17 71
4309	Oviia Leduc.....		N. O.—N. W. 12	5	" ".....			4 50				4 50
1089	C. K. Graham.....	Maxime Lavigne.....	24	2	Vacant.....		10 00					10 00
2812	V. O. Falardeau.....	Henri Simard.....	Pt. B 13—½ lot	3	Maison en bois—Wood house.....		7 04					7 04
2829	" ".....	Joseph St. Amour, jr.....	Pt. B 13—½ lot	3	" ".....		17 29					17 29
3064	Eugène St. Jean.....		N. 219	4	Vacant.....		12 50	2 45				14 95
4078	Succession—Estate Scott.....	Arthur Brunelle.....	N. 523	5	Maison en bois—Wood house.....		52 00					52 00
4348	The Gray Nuns.....	Mlle-Miss C. Laframboise.....	Pt. B 7	5	" ".....		6 78					6 78
3680	Succession—Estate Scott.....	Louis Plante.....	507	5	" ".....		10 00					10 00
88	N. Tétreau.....	Aladin Boudrias.....	O.—W. 119	1	Shanty & shed—Chantier et remise.....				\$4 83	\$2 00		6 83
785	Succession—Estate Scott.....	Jos. Grandchamp, jr.....	Pt. 271	2	Maison en bois—Wood house.....				20 16	1 75		21 91
937	C. K. Graham.....	Nérée Derouin.....	Pt. 178	2	" ".....				10 04	1 75		11 79
1853	Succession—Estate Scott.....	Max. Lavigne.....	Pt. 611	3	Maison en briques—Brick house.....				93 78	2 00		95 78
2020	" ".....	Jos. Richer.....	Pt. 202	3	Maison en bois—Wood house.....				16 63	1 75		18 38
2152	Wright, Brigham & Cunningham.....	Pierre Lacasse.....	Pt. 133	3	" ".....				9 20	1 75		10 95
2542	G. J. Marston.....	Félix Ancil.....	Pt. 7	3a	" ".....				3 94	1 75		5 69
2552	A. W. Marston.....	Georges Papillon.....	Pt. 11	3a	" ".....				84 60	2 25		86 85

2592	Ottawa College.....	Félix Brazeau.....	Pt. 104	3a	Maison en bois—Wood house.....	11 03	1 75	12 78
2579	".....	J. O. Cloutier.....	Pt. 91	3a	".....	24 13	2 00	26 13
2444	Succession—Estate Scott.....	J. M. Lavigne.....	Pt. 227	3a	Maison crépie—Plast house.....	12 61	1 75	14 36
2446	".....	J. M. Lavigne.....	Pt. 224	3a	Maison en bois—Wood house.....	14 18	0 25	14 43
2611	Ottawa College.....	Osaie Groulx.....	Pt. 34	3a	".....	15 60	1 75	17 35
2668	".....	J.-Bte. Groulx.....	Pt. 6	3a	".....	6 87	1 75	8 62
2792	Chs. Campagna.....	Amédé Simard.....	Pt. 99	3a	".....	7 88	1 75	9 63
2822	Victor Falardeau jr.....	Nap. Girard.....	Pt. B 13	3a	".....	3 74	1 75	5 49
2823	".....	Dolphis Aubin.....	Pt. B 13	3a	".....	3 15	1 75	4 90
2829	".....	Jos. St. Amour, jr.....	Pt. B 13	3a	".....	8 75	1 75	10 50
3266	C. K. Graham.....	Anselme Matte.....	Pt. 297	4	Maison crépie—Plast house.....	27 20	1 75	28 95
3953	Succession—Estate Scott.....	Vve—Widow O. Lauzon..	Pt. 538	5	Maison en bois—Wood house.....	12 61	1 75	14 36
4433	H. Dupuis.....	Télesphore Legault.....	Pt. 133	5	Maison crépie—Plast house.....	9 18	1 75	10 93

Attesté—Certified,
JOS. RAYMOND,
 Greffier de la cité—City clerk *pro. tem.*

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No 35.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—Dmes Boulé vs Vermette, 1548 ; Bourassa vs Marsan dit Lapierrre, 1548 ; Chicoine vs Bonin, 1547 ; Desbiens vs Mongeau, 1548 ; Debien vs Mongeau, 1549 ; Downing vs Beauregard, 1548 ; Grondin vs Fortin, 1549 ; Hewitt vs Daigneault, 1547 ; Lebel vs Paquet, 1527 ; Lebel vs Rousseau, 1546 ; Lemieux vs Royer, 1549 ; Martin vs Pelletier, 1547 ; Nadon vs Hubert, 1549 ; Plamondon vs Goulet, 1549 ; Roger vs Laroché, 1547 ; St. Onge vs Rousse, 1548 ; Thibault vs Gagnon, 1547 ; Tremblay vs Renaud, 1548 ; Plamondon vs Goulet, 1527.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Tremblay vs Bouchard, 1547.

ANNONCEURS:—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1531.

AVIS:—Règlements du Conseil d'Hygiène amendés, 1533.

BILLS PRIVÉS. P. Q.:—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1544 ; Conseil législatif, 1543.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—Concession de permis de bois, 1542.

ÉTAT:—Recettes et dépenses de la province de Québec, 1538.

FAILLIS:—Blanchard, 1550 ; Carpentier, 1552 ; Catalanos & Michael, 1551 ; Davidson & Co, 1562 ; Fortier (Dme), 1562 ; Edwards, 1562 ; Kouri & Co, 1551 ; Lebrun, 1551 ; Marquis, 1551 ; Moreault, 1550 ; Onellet, 1550 ; Payne, 1550 ; Perreault & Frère, 1550 ; Scott, 1552 ; Weinberg, 1551.

LETTRES PATENTES:—Compagnie d'Aqueduc d'Acton Vale, 1537 ; Compagnie de l'Aqueduc Bastien, 1561 ; Crown Realty, 1535 ; La Compagnie Electrique de Rimouski, 1534 ; The Monarch Clothing Mfg. Coy, 1561.

NOMINATIONS:—Commissaires et syndics d'écoles :—Argenteuil, 1532 ; Bonaventure, 1532.
Juges de paix :—Montréal, 1531 ; Saint-François, 1531 ; Trois-Rivières, 1532 ; Ottawa, 1532 ; Beauce, 1531.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres, 1532 ; Fête du Travail, 1562.

VENTE PAR LICITATION:—Gendron et al vs Dame Drolet, 1552.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Ville de Hull, 1564.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA:—Jacques vs Dme Boutin, 1553 ; Vermette, faillit, 1553.

BEAUCÉ:—Lachance vs Nicol, 1554 ; Roberge vs Bazin, 1554 ; Roberge vs Bégin, 1553 ; The Quebec, Saint Maurice Industrial Co vs Lachance, 1554.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 35.**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Boulé vs Vermette, 1548 ; Bourassa vs Marsan dit Lapierrre, 1548 ; Chicoine vs Bonin, 1547 ; Desbiens vs Mongeau, 1548 ; Debien vs Mongeau, 1549 ; Downing vs Beauregard, 1548 ; Grondin vs Fortin, 1549 ; Hewitt vs Daigneault, 1547 ; Lebel vs Paquet, 1549 ; Lebel vs Rousseau, 1546 ; Lemieux vs Royer, 1549 ; Martin vs Pelletier, 1547 ; Nadon vs Hubert, 1549 ; Plamondon vs Goulet, 1549 ; Roger vs Laroché, 1509 ; St. Onge vs Rousse, 1548 ; Thibault vs Gagnon, 1547 ; Tremblay vs Renaud, 1548 ; Plamondon vs Goulet, 1527.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—Dme Tremblay vs Bouchard, 1547.

ADVERTISERS:—Notice to :—Respecting notices, &c., 1531.

NOTICE:—By-laws of the board of health, amended, 1533.

PRIVATE BILLS, P. Q.:—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1544 ; Legislative Council, 1543.

LANDS AND FORESTS:—Grants of permits to cut timbers, 1542.

STATEMENT:—Receipts and expenses of the province of Québec, 1538.

INSOLVENTS:—Blanchard, 1550 ; Carpentier, 1552 ; Catalanos & Michael, 1551 ; Davidson & Co, 1562 ; Fortier (Dme), 1562 ; Edwards, 1562 ; Kouri & Co, 1551 ; Lebrun, 1551 ; Marquis, 1551 ; Moreault, 1550 ; Ouellet, 1550 ; Payne, 1550 ; Perreault & Frère, 1550 ; Scott, 1552 ; Weinberg, 1551.

LETTERS PATENT:—Compagnie d'Aqueduc d'Acton Vale, 1537 ; Compagnie de l'Aqueduc Bastien, 1561 ; La Compagnie Electrique de Rimouski, 1534 ; Crown Realty, 1535 ; The Monarch Clothing Mfg. Coy, 1561.

APPOINTMENTS:—School Commissioners and Trustees :—Argenteuil, 1532 ; Bonaventure, 1532.
Justices of the Peace :—Montreal, 1531 ; Saint-François, 1531 ; Three Rivers, 1532 ; Ottawa, 1532 ; Beauce, 1531.

PROCLAMATION:—Parliament convoked, 1532 ; Labor Day, 1562.

SALE BY LICITATION:—Gendron et al vs Dme Drolet, 1552.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—Town of Hull, 1564.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA:—Jacques vs Dme Boutin, 1553 ; Vermette, insolvent, 1553.

BEAUCÉ:—Lachance vs Nicol, 1554 ; Roberge vs Bazin, 1554 ; Roberge vs Bégin, 1553 ; The Quebec, Saint Maurice Industrial Co vs Lachance, 1554.

JOLIETTE :—Lafond vs héritiers Jobin dit Boisvert, 1555 ; Tellier et al vs Gosselin, 1556.

MONTREAL :—Champagne vs Clermont, 1557 ; Fraser (Dme) vs Steel, 1556.

QUEBEC :—Chamberland (Dme) vs Chamberland et al, 1557 ; Légaré et al vs Gingras, 1557.

RICHELIEU :—Magnan vs Daunrais, 1558.

SAINT-FRANÇOIS : — Grondin vs Brière, 1558.

SAINT-HYACINTHE :—Fournier vs Rainville, 1559.

TROIS-RIVIÈRES : — Bourassa vs Panneton, 1560 ; Caret vs Thifeault, 1559 ; Héroux vs Racine, 1560 ; Richard vs Cloutier, 1560.

JOLIETTE : — Lafoad vs Heirs Jobin dit Boisvert, 1555 ; Tellier et al vs Gosselin, 1556.

MONTRÉAL : — Champagne vs Clermont, 1557 ; Fraser, (Dme) vs Steel, 1556.

QUÉBEC :— Chamberland (Dme) vs Chamberland et al, 1557 ; Légaré et al vs Gingras, 1557.

RICHELIEU :—Magnan vs Daunais, 1558.

SAINT FRANCIS : — Grondin vs Brière, 1558.

SAINT HYACINTH :—Fournier vs Rainville, 1559.

THREE RIVERS : — Bourassa vs Panneton, 1560 ; Caret vs Thifeault, 1559 ; Héroux vs Racine, 1560 · Richard vs Cloutier, 1560.

